

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

QUESTION DU GAZ A PARIS

Et le Régime Nouveau

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Pierre MONGEAUD

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
et de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. SAUZET, professeur

Suffragants { MM. BERTHÉLEMY, professeur
JACQUELIN, professeur

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

QUESTION DU GAZ A PARIS

Et le Régime Nouveau

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Pierre MONGEAUD.

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
et de l'Ecole libre des Sciences politiques



Président : M. SAUZET, professeur

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur*
JACQUELIN, professeur

PARIS V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Question du Gaz à Paris

ET LE

RÉGIME NOUVEAU

INTRODUCTION

Les éléments de la question du gaz

La question du gaz n'est pas essentiellement parisienne, car l'échéance des traités conclus avec des compagnies concessionnaires a fourni à d'autres villes que celle de Paris l'occasion de réorganiser le service du gaz.

Les anciens traités, rédigés à une époque où l'on ne prévoyait pas tout l'avenir de l'industrie gazière, avaient adopté le système de la concession, nécessaire aux périodes de début et d'aléa commercial, consolidé par la longue durée des contrats.

L'extension de la consommation du gaz et les

progrès de la fabrication eurent pour résultat d'intéresser un plus grand nombre de consommateurs au bon marché du produit, et d'abaisser le prix de revient au point de permettre une notable diminution du prix de vente.

Or les traités ne comportaient généralement qu'un tarif maximum fixe, qui garantissait les compagnies contre toute diminution. Alors se posa, pour la première fois, une question du gaz, qui, à défaut d'ententes amiables avec les compagnies, restait insoluble et latente pendant la durée de la concession.

A l'échéance du traité, les villes avaient le droit d'imposer à leurs concessionnaires l'abaissement du prix du gaz, et de réserver la possibilité de diminutions nouvelles, en renouvelant la convention expirée. Mais elles pouvaient aussi rejeter le système de la concession, pour inaugurer un régime où elles conserveraient davantage leur liberté d'action ; et telle était l'intention de la Ville de Paris. Après avoir acquis l'actif d'établissement de l'exploitation gazière, elle avait la faculté d'adopter deux modes de gestion différents.

L'un, restrictif de l'autonomie des compagnies, était l'affermage ou régie intéressée, dans lequel la Ville propriétaire exerçait un droit de contrôle. L'autre, rejetant toute convention avec un intermédiaire, était la régie directe, l'exploitation municipale du service public du gaz pour le seul profit des consom-

mateurs et de la Ville : système fort de son étroite logique, parfois confiant dans les théories économiques et les espérances d'une doctrine sociale, invoquant aussi, pour le service du gaz, l'expérience acquise et les applications pratiques.

Le conflit entre les deux thèses fut très vif au Conseil municipal ; il eut son retentissement au Parlement, sollicité d'autoriser les emprunts de la Ville, et d'approuver son projet de régie directe. Il a récemment abouti à la constitution d'une régie intéressée, solution de fortune qui est sans doute la plus raisonnable solution, encore qu'elle soit due aux circonstances.

La Ville de Paris, dans l'étude du régime futur, ne s'inspirait pas d'un intérêt purement administratif ; elle cherchait en même temps à sauvegarder, sinon à augmenter, d'importantes recettes, indispensables à l'équilibre de son budget. Le traité de 1855, concédant le monopole de la distribution du gaz à la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage, avait fait naître l'intérêt financier de la Ville, en stipulant le partage éventuel et par moitié des bénéfices. Et l'insertion de cette clause avait contribué à calmer les appréhensions de la Ville à conclure un traité d'une durée de cinquante ans.

Depuis 1869, celle-ci participait effectivement aux bénéfices de la Compagnie, qui lui versait déjà une redevance d'octroi, calculée à raison de 2 centi-

mes par mètre cube de gaz consommé dans Paris, et le loyer du sous-sol de la voie publique occupé par les canalisations (1). A ces titres divers, le budget municipal recevait de la Compagnie en 1901 une redevance globale de 16 millions et demi (2).

Il fallait donc, tout en dégrevant les consommateurs, consolider les recettes actuelles de la Ville, et préparer leur augmentation graduelle. Pour atteindre ce double résultat, on pouvait adopter la régie directe, qui ferait profiter le budget communal de la totalité des bénéfices, ou bien conclure un nouveau traité, où l'on prendrait soin de diminuer la part jusque-là dévolue au concessionnaire. Titulaire du monopole à l'expiration prochaine du traité en cours (3), la Ville avait le droit d'aménager, au mieux des intérêts de tous, la gestion de cette partie de son domaine communal.

Mais l'organisation du régime futur impliquait la liquidation du passé; et celle-ci s'annonçait sous de mauvais présages. La Ville se heurtait aux prétentions de la Compagnie sur l'actif d'établissement.

Le traité de 1855 portait expressément, à l'article 51, qu'en fin de concession la Ville serait propriétaire de plein droit et entrerait en possession immédiate, sans indemnité, de la canalisation exis-

1. 200.000 francs.

2. Le budget est de 350 millions.

3. Le 31 décembre 1905.

tant sous la voie publique. Il ajoutait qu'elle deviendrait propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts. La situation aurait donc été réglée d'une façon précise si le traité primitif n'avait subi en 1861 et en 1870 certaines modifications susceptibles de jeter l'incertitude sur les droits de la Ville.

En 1861, on avait inséré à l'article 6, relatif au partage des bénéfices, une clause nouvelle stipulant qu'en fin de concession le produit de l'actif serait partagé par moitié. Comme l'article 51 subsistait, il se combinait sans doute avec l'article 6 de la manière suivante : la propriété de la canalisation était attribuée gratuitement à la Ville, qui devenait propriétaire des usines moyennant le paiement de la moitié de leur prix d'estimation. Cette interprétation avait au moins l'avantage de donner à chaque article son utilité spéciale et son application limitée.

En 1870, les « conventions, liant les parties et continuant à les lier, » étaient « reprises et résumées » (1) dans un texte définitif, qui contenait, d'autre part, des innovations et des clauses transactionnelles. L'article 6 était reproduit intégralement ; mais, dans la rédaction de l'article 51, les termes « sans indemnité » relatifs à la canalisation disparaissaient, ainsi que tout le passage concernant les usines. Que conclure de cette omission ? Fallait-il lui donner la

1. Termes du préambule du traité. Voir la thèse de M. Léon.

portée d'une innovation ? Cela ne ressort pas des documents antérieurs à la signature du traité ; une délibération du Conseil municipal, prise le 29 octobre 1869, sur des changements de rédaction proposés, constate même que « les nouvelles stipulations ne constituent aucune obligation ni concession nouvelle de la Ville vis-à-vis de la Compagnie ».

Mais le doute était trop favorable à celle-ci pour qu'elle ne prit pas soin d'en tirer parti. Elle déclarait que l'article 6 dominait toute la convention ; l'article 51, contredit en 1861, tronqué en 1870, n'avait plus qu'une valeur figurative. Dans l'interprétation de la Compagnie, il signifiait seulement que la canalisation ne serait pas comprise dans la liquidation finale, où l'on réaliserait l'actif ; elle ne reviendrait pas « gratuitement » à la Ville, mais simplement « en nature ».

La Ville paierait donc la moitié de la valeur de la canalisation, déterminée par l'estimation du bilan de la Compagnie. Elle pourrait acheter les usines aux mêmes conditions, sans avoir nullement le droit d'en prendre possession immédiate à l'expiration de la concession.

Une demande en interprétation du traité, formée devant le Conseil de Préfecture de la Seine, était déclarée, le 1^{er} avril 1901, irrecevable, à défaut « d'un litige né et actuel ». L'intérêt supérieur de la Ville à être fixée sur le sens des conventions avant

l'échéance du traité ne pouvait prévaloir contre ce motif d'ordre public.

Ainsi une question nouvelle venait s'ajouter à la question du régime futur, auquel la Ville n'était pas certaine de transmettre l'actif nécessaire à l'exploitation.

Ce n'est pas tout.

A mesure qu'approchait le terme de la concession, les pétitions des consommateurs en vue de l'abaissement du prix du gaz, prenaient un essor inusité, pendant que les revendications du personnel se faisaient plus pressantes. L'avenir semblait si beau, si rémunérateur pour la Ville, une fois la Compagnie disparue, que les espérances se donnaient libre carrière dans les meetings et dans les journaux. Gaz à 20, 15, 10 centimes ; assimilation intégrale du personnel gazier au personnel municipal : telles étaient les réformes urgentes. L'opinion se formait que la réalisation d'aussi justes désirs ne pouvait attendre l'ère des temps nouveaux, d'ailleurs si proches qu'il était facile de les escompter ; et l'anticipation de l'avenir paraissait une légitime nécessité.

La question du prix du gaz, déjà soulevée, toujours latente, renaissait à un moment très favorable aux intérêts de la Compagnie. La diminution du prix de vente aux particuliers avait été prévue dans le traité de 1855, et liée par les termes de l'article 11 à la constatation administrative d'une diminution nota-

ble du prix de revient. Mais la Ville, exclusivement préoccupée de la prospérité de ses finances, n'avait pas encore songé à se prévaloir de l'article 11 lorsqu'était intervenu le traité de 1870. La clause d'abaissement y faisait l'objet de l'article 48 : mais sa portée se trouvait probablement réduite aux progrès de fabrication qui surviendraient postérieurement à la date du traité. Telle fut du moins la thèse consacrée par le Conseil d'Etat en 1884 (1), quand la Ville voulut appliquer la clause du traité.

Or les perfectionnements réalisés depuis 1870 n'étaient pas suffisants pour motiver la diminution du prix du gaz : ils comprenaient surtout les progrès relatifs à la transformation industrielle des produits accessoires, que le Conseil d'Etat se refusait à considérer comme des perfectionnements apportés à « la fabrication ». Les dispositions du traité étant dépourvues d'effet pratique, le prix de 30 centimes le mètre cube, relativement faible en 1855, trop élevé déjà en 1884, se trouvait consolidé jusqu'en 1906.

L'abaissement était subordonné désormais au consentement qu'y donnerait la Compagnie, moyennant une prolongation de sa concession. Aussi la campagne menée pour la diminution immédiate du prix de vente ne pouvait-elle que susciter à la Ville des difficultés et des entraves.

1. Arrêt du 5 avril 1884.

Tandis que les consommateurs réclamaient l'abaissement anticipé, le personnel gazier demandait qu'on lui assurât au plus tôt une situation équivalente à celle du personnel municipal. Il revendiquait « l'assimilation » ; et les difficultés soulevées par l'application de cette formule seront exposées à la fin de cette étude, dans le chapitre spécialement consacré au personnel.

Ainsi la question du gaz devenait singulièrement complexe, par suite de la tension des intérêts divergents de la Ville, de la Compagnie, des 500.000 consommateurs, des 9.000 ouvriers et employés du gaz. Chaque groupement d'intérêts privés allait, en même temps que les partis politiques, s'attacher à l'étude du problème ; mais, à l'envisager d'un point de vue trop personnel, on risquait d'en renverser les termes et de l'éterniser comme une énigme, comme une légende.

Pourtant la facilité avec laquelle s'étaient surajoutées à la question du régime futur et de l'actif d'établissement, les deux autres, concernant l'anticipation, aurait fait pardonner, peut-être, d'en poser une nouvelle et dernière : la question de priorité. Au surplus, elle fut posée, sans produire cependant les résultats qu'on en pouvait attendre. L'organisation de l'exploitation future devait primer toute autre considération ; elle seule présentait un intérêt général et permanent. Aucune raison vraiment impé-

rieuse n'obligeait la Ville à distraire de l'étude du régime nouveau certaines questions, pour leur donner, à quelques années d'échéance de la concession, une solution immédiate qui serait nécessairement onéreuse et discutable, quels que fussent les moyens adoptés. La logique conseillait de ne rien anticiper, de préparer un système ordonné et stable qui serait mis en œuvre au moment voulu.

Les circonstances ne se sont pas prêtées à l'application de cette méthode. Les revendications des consommateurs ont, dès l'origine, fait dévier la question. Sans attendre l'expiration du traité, la Ville a cherché à réaliser immédiatement l'abaissement du prix du gaz, et l'assimilation du personnel, en organisant par une convention nouvelle le régime futur. L'avantage de ce système était de résoudre en même temps toutes les questions pendantes dans un projet d'ensemble, assez heureusement établi ; mais la Ville devait accorder à l'exploitant une part notable des bénéfices et un bail susceptible d'une longue prorogation.

Puis, à la méthode synthétique, s'est substituée une méthode de dispersion et d'analyse, visant à disjoindre les questions précédemment liées, pour leur donner isolément une solution. Le résultat a été de laisser à la Ville une plus grande liberté d'action, mais sans doute trop de liberté : en s'efforçant de donner elle-même satisfaction aux désirs des con-

sommateurs et du personnel, la Ville créait à l'exploitation future de lourdes charges financières, et prenait des engagements de principe qui ont rendu laborieuse la constitution du régime nouveau.

Il convient de décrire les différentes phases par lesquelles est passée la question du gaz, avant d'exposer et d'apprécier la solution définitive.

LA PRÉPARATION DU NOUVEAU RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

Les projets de la Compagnie du gaz et le projet Chamon

L'idée directrice de ces projets était de réaliser l'abaissement du prix du gaz ; le moyen présenté était le renouvellement de la concession. La Compagnie en rédigea plusieurs, à chaque reprise de la campagne pour l'abaissement : dès 1880, avant le procès avec la Ville ; en 1891, en 1900. A mesure qu'approche l'échéance du traité, elle diminue ses exigences premières.

Elle demande une prorogation jusqu'en 1940, puis elle propose 1930 comme terme final. Elle introduit d'ailleurs une clause de rachat. Elle offre d'abord le gaz à 25 centimes, avec abaissement fractionné, lorsque les bénéfices atteindront un certain chiffre ; elle consent ensuite un tarif fixe de 20 centimes.

Elle propose de modifier la répartition des bénéfices.

D'après l'article 6 du traité de 1870, après avoir opéré les retenues nécessaires à l'amortissement des actions (1) et à la constitution d'une réserve, elle prélevait une somme fixe de 11.200.000 francs, pour dividende et intérêt des actions. Le surplus des bénéfices était partagé par moitié entre la Ville et la Compagnie. La rémunération qui lui était ainsi attribuée s'élevait, en 1901, à 22 millions environ.

Dans les projets qu'elle présentait, la Compagnie finissait par admettre la diminution, puis la suppression du prélèvement forfaitaire, qui serait remplacé par l'allocation d'un intérêt aux actions. Le Conseil municipal estima que, dans leur ensemble, ces projets étaient trop onéreux pour la Ville et accordaient à la Compagnie une rémunération excessive. Il se refusa à les adopter.

Mais la discussion relative à la transmission de l'actif d'établissement augmentait les avantages d'une entente transactionnelle. Et les négociations reprirent en vue d'une combinaison nouvelle, soumise au Conseil municipal, en janvier 1901, par MM. Deville, Caron et Rendu.

Elle reposait sur la résiliation amiable du traité en cours ; la Compagnie se dissolvait immédiatement,

1. La détermination de leur quotité donna lieu à un procès que la Ville gagna en 1898.

et une société fermière prenait l'exploitation dans des conditions déterminées.

L'indemnité de résiliation anticipée et la valeur de la moitié de l'actif étaient fixées à 168 millions, payables par la Ville au moyen d'obligations de 500 francs à 4 o/o, dont l'exploitation du gaz assurerait le service d'intérêt et d'amortissement en cinquante ans. Chacune des 336.000 actions de la Compagnie recevait une obligation.

La Société remboursait immédiatement sur son capital les actions de la Compagnie restant à amortir. Quant aux obligations que celle-ci avait émises, leur amortissement était prorogé de cinquante ans, afin de compenser la diminution de recette que provoquerait la réduction du prix du gaz.

La Société fermière, constituée au capital de 33.600.000 francs, avait un bail de cinquante ans et payait un loyer fixe de 15 millions à la Ville, devenue propriétaire de l'actif total. Elle prélevait l'annuité nécessaire pour l'intérêt à 4 o/o et l'amortissement en cinquante ans de son capital, et recevait une rémunération complémentaire de 2 millions. Le surplus des bénéfices nets était réparti entre la Ville, la Société, les consommateurs (30 o/o à chaque attributaire) et le personnel (10 o/o).

La part de bénéfices revenant aux consommateurs servait à la constitution d'une réserve, qui pourvoirait à l'abaissement graduel du prix du gaz,

fixé à 0 fr. 20 à partir de 1901. La Ville pouvait, en prenant la charge de l'amortissement des actions et obligations, résilier le bail tous les dix ans, sous la condition d'un préavis de deux ans, et du paiement d'une indemnité égale au bénéfice moyen des cinq dernières années.

Ce projet contenait les dispositions nouvelles dont l'expérience avait démontré la nécessité : mais elles ne paraissaient pas toutes susceptibles d'une application pratique. Acceptable dans sa forme, il accordait trop libéralement à la Compagnie une belle liquidation, et une transformation avantageuse en une société distincte, mais émanée d'elle. Il fut rejeté par le Conseil municipal, à égalité des voix.

L'arrêté du Conseil de préfecture, qui ajournait toute décision sur le fond du débat concernant l'actif d'établissement, faillit bientôt provoquer la rupture définitive des négociations avec la Compagnie. Les droits de la Ville, quoique formellement reconnus par le commissaire du gouvernement (1), demeuraient, en effet, toujours incertains et contestables. C'était la perspective d'un nouveau procès à engager en 1906, si l'entente ne se faisait pas d'ici là.

Mais les conditions d'un accord étaient onéreuses.

1. Ses conclusions figurent aux Annexes du rapport de M. Alpy.

La Compagnie finissait bien par consentir à la cession gratuite des canalisations, conforme au texte et à l'esprit des traités, ainsi qu'aux principes généraux du contrat de concession; encore ne le faisait-elle qu'à titre de transaction. Pour les usines et autres installations, d'autre part, elle présentait, en 1900, d'après le bilan rectifié, une évaluation de 250 millions, comprenant :

Immeubles, usines, matériel.....	165 millions.	
Conduites montantes, branchements,		
compteurs.....	85	»
Total.....	250	»
dont moitié à payer par la Ville....	125	»

L'accroissement annuel de l'actif aurait porté ce chiffre à 140 millions, en 1906.

Or les services techniques de la Ville (1) estimaient que la valeur industrielle d'un actif en partie ancien et démodé s'élevait en 1901 à 161 millions, ainsi répartis :

Usines, etc.....	88 millions	
Branchements, etc.....	73	»
Total.....	161	»

dont moitié à payer : 80.500.000 francs.

La Compagnie admettait en 1901 (2) que les éva-

1. Rapport du 6 avril 1901, de M. Lauriol, ingénieur en chef (Annexes du rapport de M. Alpy).

2. Rapport du 28 mai 1901, de M. Lauriol.

luations du bilan fussent frappées d'une réduction déterminée ; mais elle fixait en même temps une indemnité minima de 100 millions, et faisait entrer en compte la plus-value qu'avaient acquise, depuis 1855, les terrains occupés par les usines. Finalement la somme à déboursier restait au moins égale.

Si la Compagnie pouvait maintenir ses exigences dilatoires, la Ville craignait cependant qu'à poursuivre le jeu des négociations elle n'arrivât à compromettre le fonctionnement du service public, dont elle avait la charge à partir de 1906. On lui contestait en effet le droit d'entrer en possession immédiate des usines et du matériel, à l'expiration de la concession. Pour assurer d'une façon certaine la continuité du service de l'éclairage, à cette date, l'idée se formait de créer de toutes pièces, en dehors de la Compagnie, une organisation indépendante, qui prendrait la suite de l'exploitation ; elle aboutissait aux projets de construction d'usines neuves.

Ces usines, situées à Vitry, Bondy, Gennevilliers, et d'une puissance de production supérieure à celle des usines actuelles, auraient coûté à la Ville 180 millions (1). En ajoutant l'acquisition des branchements et conduites montantes, qui appartenaient à la Compagnie, l'extension des conduites et de la canalisation, la dépense totale ressortait à 240 mil-

1. Rapport du 4 novembre 1901, de M. Lauriol.

lions. D'autre part, l'actif de la Compagnie, délaissé par la Ville, subissait une importante dépréciation, et ne valait plus guère que 30 millions, prix de vente des terrains ; la liquidation de l'actif ne rapportait plus à la Ville qu'une recette de 15 millions, en atténuation de sa dépense.

La possession d'un outillage moderne permettait de diminuer les frais d'entretien et de réaliser dans l'exploitation une économie d'un centime environ par mètre cube, sur une production de plus de 350.000.000 mètres cubes. Et, de ce chef, la construction d'usines neuves se présentait comme une solution sensiblement équivalente à la reprise des usines anciennes, si la Compagnie ne modérait pas ses demandes.

Mais ces projets étaient de nature à modifier son attitude. La Ville était seule capable d'utiliser l'actif de la Compagnie suivant sa destination spéciale, et de lui conserver par là toute sa valeur industrielle. L'intérêt de la Compagnie était donc d'empêcher la construction d'usines neuves, par des concessions opportunes.

En outre, la réalisation des projets de la Ville supposait deux conditions essentielles : une décision rapide, afin de laisser un délai suffisant d'exécution, et l'abandon de l'abaissement anticipé du prix du gaz ; décision délicate à prendre, abandon très douloureux. Et il faudrait, malgré tout, négocier

avec la Compagnie pour acquérir les installations accessoires desservant les abonnés.

Après des velléités de rupture, des menaces de conflit, l'entente semblait plus conforme aux intérêts des deux parties. Elle allait se faire avec le projet Chamon, sans clore toutefois l'affaire du gaz.

Ainsi la question des usines neuves fut surtout une question mort-née.

Le projet Chamon

Combattu par le Préfet de la Seine, et adopté le 17 janvier 1902 par le Conseil municipal, après une longue discussion (1), ce projet, qui comportait plusieurs emprunts de la Ville, fut soumis à l'approbation du Parlement, en vertu de la loi municipale de 1867 (art. 17). La Chambre des députés le repoussa le 3 décembre 1902. Son adoption paraissait marquer la dernière étape ; son rejet devait déterminer une nouvelle phase dans l'étude de la question.

C'était une convention à trois, entre la Ville, la Compagnie et M. Chamon représentant une société en formation, la « Société d'éclairage, chauffage et force motrice », dont la constitution était garantie par le Comptoir d'Escompte. La Compagnie subsistait jusqu'à la fin de la concession ; mais elle avait

1. Il fut adopté par 41 voix, avec 38 abstentions.

pour héritière désignée la Société, qui lui réservait un tiers de ses actions. Grâce à l'entente cordiale et mutuelle, les points noirs s'effaçaient et les obstacles s'aplanissaient.

Pour la première fois, la Compagnie admettait que son actif total fût repris à l'amiable pour un prix convenu de 100 millions, valeur de sa part au 31 décembre 1900. La Ville prenait à sa charge, pendant les cinq dernières années de la concession, les dépenses d'établissement, évaluées à 5 millions et demi par an, dont la Compagnie lui servirait l'intérêt, à 4 o/o.

Le prix du gaz était réduit de 30 à 20 centimes, à partir du 1^{er} janvier 1902, moyennant le paiement par la Ville de la différence. L'indemnité des 10 centimes défaillants était calculée à forfait sur le cube livré dans Paris en 1901. L'abaissement coûtait ainsi 96 millions, pour quatre années.

Pour faire face à l'augmentation de consommation qu'il provoquerait, on prévoyait l'achèvement, aux frais de la Ville, de l'usine du Landy à Saint-Denis, pour une somme de 18 millions, dont la Compagnie servirait l'intérêt à la Ville.

En résumé celle-ci contractait, pour l'acquisition de l'actif et les charges du régime transitoire, une dette de 230 millions, déduction faite de certaines valeurs comprises dans l'actif cédé. Mais elle n'empruntait directement qu'une partie de cette somme,

et là était le nœud de la combinaison financière.

Sur son capital de 100 millions, la Société nouvelle prélevait 90 millions, pour subvenir aux premières dépenses, au lieu et place de la Ville. Plus tard, vers 1905, la Ville contracterait un emprunt de 140 millions, amortissable en cinquante ans au moyen d'une annuité constante de près de 6 millions, intérêts compris, et qui serait imputée sur les produits de l'exploitation.

Celle-ci était confiée pour cinquante ans à la Société; mais la Ville pouvait, en assumant les charges financières, se substituer à elle après quinze ans de bail, et ensuite après chaque période de cinq ans, sous condition d'un préavis d'une année dans tous les cas, et du paiement d'une indemnité de 2 millions 500.000 francs, pour la résiliation en 1920.

Sur les produits nets, une première somme de 15 millions était répartie entre le fermier et la Ville; celle-ci en recevait les sept dixièmes environ; les trois autres revenaient à la Société pour intérêt à 4 o/o et amortissement en cinquante ans de son capital social.

Des bénéfices restants, la Société prenait 25 o/o, et le personnel 10 o/o. Sur le reliquat (65 o/o) revenant aux consommateurs, la Ville s'attribuait une somme qui ne pouvait dépasser 3 centimes par mètre cube sur la partie de la consommation parisienne excédant 250.000.000 mètres cubes. Le sur-

plus devait alimenter un fonds de prévoyance, qui pourvoirait à l'abaissement progressif du prix de 20 centimes.

Dans les circonstances probables, ce traité assurait aux consommateurs un prix moyen de 18 centimes, à la Ville un revenu d'au moins 18 millions, représentant le total des deux prélèvements indiqués et du droit d'octroi de 2 centimes par mètre cube. Le personnel était « assimilé », une moitié à partir de 1902, l'autre à partir de 1904.

L'économie générale du projet Chamon soulevait plusieurs objections importantes.

On remarquait d'abord que le capital social s'élevait à 100 millions, alors que celui de la Compagnie n'était que de 84 millions. S'il était rémunéré à un taux probable de 6 1/2 à 7 o/o, encore admissible, il atteignait néanmoins une ampleur exagérée.

Sans doute la Société réservait 10 millions pour le fonds de roulement, et consacrait le reste à l'abaissement du prix du gaz, au lieu et place de la Ville. Mais quel avantage procurait à la Ville cette substitution, si les risques de l'opération continuaient à lui incomber ? Et, sur ce point, les adversaires du traité étaient particulièrement formels.

On pouvait concevoir deux sortes de risques : une diminution temporaire de recettes, ou bien un krach de l'industrie gazière, provoqué par la découverte d'un procédé nouveau d'éclairage.

Dans le premier cas, si les produits nets tombaient, sous le régime futur, au-dessous de 15 millions, l'intérêt et l'amortissement du capital n'étaient pas garantis, car le partage entre la Ville et la Société se faisait toujours dans des proportions identiques (art. 78). De même, si la Ville résiliait le bail, elle prenait à sa charge la part non amortie du capital, calculée en supposant que l'amortissement eût fonctionné avec une régularité continue (art. 81).

Mais, dans l'hypothèse d'un krach ou d'une faillite, la Ville prenait encore à sa charge le capital non amorti, aux conditions précédentes, sous déduction, il est vrai, « du montant du préjudice causé ». On estimerait le dommage à « la somme qu'il faudrait allouer à une exploitation industrielle, dirigée pour le mieux », afin qu'elle fournit le gaz jusqu'à l'expiration du traité (art. 48). Cette clause ne laissait pas d'être obscure, et assez équivoque.

Pour le reste, il semblerait légitime de conclure à l'absence de garantie, tout en conservant des doutes sur la réalisation éventuelle des risques envisagés. Cette question mise à part, le système du projet Chamon présentait l'avantage d'associer efficacement l'exploitant aux bénéfices et aux pertes de l'entreprise.

On critiquait aussi le recours à des emprunts continuels, s'ajoutant à l'emprunt primitif de 140 millions. Ces émissions se succèderaient depuis 1906

jusqu'à la fin du traité, pour subvenir aux dépenses annuelles d'établissement, qu'on ne voulait pas imputer, même partiellement, sur les produits de l'exploitation. Et la durée d'amortissement de ces emprunts pouvait dépasser de trente ans le terme du bail. On observait enfin que les lourdes charges financières rendaient illusoire la clause de résiliation.

Ainsi la Ville se trouvait liée, pour quinze ans nominalement, en réalité pour cinquante ans, avec une Société fermière sur laquelle elle exerçait un contrôle dépourvu de sanction ; et elle subissait pendant trente ans encore les charges d'un traité expiré.

Sur ce dernier point, les partisans du projet Chamon répliquaient, avec quelque justesse, que l'obligation d'amortir tous les emprunts avant la fin du bail aurait entraîné l'inconvénient de grever les dernières années de l'exploitation, et de mettre, à cette époque, la Ville propriétaire en conflit permanent avec le fermier, intéressé à faire le moins de travaux possible. Cette clause, habituelle dans les contrats de concession, s'adaptait mal aux conditions économiques d'une convention d'affermage.

Ils répondaient d'ailleurs que le projet apportait aux questions pendantes une solution d'ensemble, proportionnée aux exigences de la situation. Voulant réaliser l'abaissement du prix du gaz, régler les

différends avec la Compagnie, et ne croyant ni à la possibilité légale ni aux avantages de la régie directe, ils avaient recours à un accord transactionnel.

Mais on contestait la nécessité d'adopter pareille méthode. La réforme promise aux consommateurs pouvait être réalisée au moyen d'un emprunt municipal qui serait mis à la charge de l'exploitation future. La Compagnie ne se refuserait certainement pas à un dégrèvement qui ne lui imposerait aucun sacrifice, et augmenterait ses bénéfices par suite de l'accroissement de la consommation ; s'il provoquait des dépenses supplémentaires d'établissement, la Ville les assumerait, comme elle les assumait déjà dans le projet Chamon.

L'acquisition de l'actif de la Compagnie était prématurée ; l'urgence d'un accord ne semblait pas suffisamment justifiée par le refus de mettre la Ville en possession immédiate des usines, à la fin de la concession. Sans doute le traité en cours ne conférait pas expressément à la Ville le droit d'entrer en possession ; mais le service de l'éclairage, en tant que service public nécessaire à la sécurité des habitants, jouissait d'une prérogative spéciale, exorbitante du droit commun.

L'autorité responsable du fonctionnement de ce service pouvait en assurer la continuité par l'exercice du droit de réquisition. Le Préfet de la Seine, chargé de veiller à l'éclairage de la voie publique par

le décret des 10-24 octobre 1859 (1), prendrait, le cas échéant, possession des usines, et nommerait un administrateur provisoire.

Il était donc inutile de régler si tôt des questions susceptibles d'être résolues séparément, en temps opportun. Et la Ville organiserait librement le régime futur, en adoptant la régie directe, ou en faisant appel à la concurrence des initiatives privées, désormais possible, puisque les demandeurs n'auraient pas à obtenir l'adhésion préalable de la Compagnie à leurs projets.

Peut-être convenait-il d'apporter quelques réserves sur l'efficacité pratique du droit de réquisition, droit purement arbitraire, reconnu dans quelques hypothèses prévues par la loi municipale de 1884 (art. 97). En dehors des calamités publiques causées par un incendie, une inondation, où s'imposent des mesures d'extrême urgence, il ne semble pas que les agents administratifs aient un pouvoir général de réquisition ; ils doivent recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; sinon leurs actes constituent des voies de fait, déferées aux tribunaux judiciaires, et donnent lieu à des dommages-intérêts.

L'expropriation de la Compagnie du gaz, en fin de

1. Attributions conférées originairement au Préfet de Police (arrêté du 12 messidor an VIII).

concession, aurait d'ailleurs été d'un genre spécial et inusité, parce qu'elle se serait appliquée à un outillage mobilier, en même temps qu'à des terrains et des constructions. A défaut de cette arme exceptionnelle, qu'une loi seule pouvait lui donner, la Ville devait obtenir un jugement du Conseil de préfecture nommant un administrateur provisoire, chargé d'accomplir les actes de gestion courante.

La conclusion d'un accord était préférable à l'obtention d'un jugement provisoire, à l'attente d'une sentence définitive qui fixerait les droits des parties en cause et l'indemnité payable à la Compagnie. Mais celle-ci avait un intérêt essentiel à vendre son actif à la Ville, seul acheteur éventuel ; et c'est pourquoi l'acquisition amiable paraissait toujours possible.

Supérieur aux projets qui l'avaient précédé, le projet Chamon n'offrait donc pas des avantages immédiats, de nature à compenser les inconvénients qu'il présentait dans l'avenir. Après son rejet par la Chambre des députés, la séparation des diverses questions du gaz était inévitable, si l'on voulait réaliser par anticipation certaines réformes promises et annoncées, tout en réservant la liberté de la Ville pour l'organisation du régime futur.

Le Conseil municipal adoptait cette méthode le 5 décembre 1902 en décidant l'abaissement du prix du gaz pour l'année suivante.

CHAPITRE II

L'abaissement anticipé du prix du gaz

Le Conseil municipal avait voté, à l'unanimité, la réduction du prix à 20 centimes, pour ne pas décevoir les espérances des consommateurs. La Ville devait rembourser à ceux-ci 10 centimes par mètre cube, sur présentation trimestrielle de leurs quittances. Ce procédé fut bientôt simplifié, car la Compagnie consentait à ne percevoir que 20 centimes; mais la Ville lui payait directement les 10 centimes défaillants. Elle lui remettait dans ce but une provision de 5 millions, qui serait constamment ramenée au montant primitif, lorsque les prélèvements opérés l'auraient réduite de moitié. La Compagnie se prêtait de bonne grâce à l'exécution des décisions du Conseil municipal, qui lui procuraient des bénéfices plus élevés en fin de concession.

La consommation de l'éclairage privé dans Paris augmentait en effet de 10 0/0 en 1903, par rapport

à 1902, et passait de 252 à 278 millions de mètres cubes. L'accroissement moyen des cinq années précédentes était à peine de 1,5 0/0. En 1904, l'augmentation était de 5,5 0/0 par rapport à l'année précédente; en 1905, elle atteignait 4,5 0/0, comparativement à 1904. Pour l'année 1906, qui n'est plus une année d'anticipation, elle s'élevait de nouveau jusqu'à 7 0/0, portant la consommation privée à plus de 325 millions de mètres cubes.

Le développement de la consommation contribuait à grossir les recettes de la Ville, provenant du droit d'octroi et de la part dans les bénéfices. La redevance de la Compagnie, qui était voisine de 17 millions en 1902, dépassait 21 millions en 1903, puis 23 millions en 1904 et 24 en 1905.

Ce résultat était obtenu par la contribution municipale aux dépenses de l'éclairage privé. La prise en charge des 10 centimes d'abaissement coûtait à la Ville 90 millions environ pour les trois années d'anticipation. Elle pourvut d'abord à leur paiement au moyen de ses ressources de trésorerie, qu'elle détournait ainsi de leur destination régulière. Ces ressources sont d'ailleurs importantes; la Ville est autorisée notamment par la loi annuelle de finances à émettre des bons de caisse dans une limite de 40 millions.

Mais ce n'était là qu'une solution provisoire, une anticipation de recettes extraordinaires. Il fallait un

emprunt pour combler ce découvert de 2 millions et demi par mois. Son émission fut retardée par les travaux d'organisation du régime futur ; on voulait en effet laisser au nouvel exploitant le soin de la faire, à ses risques et périls, sans intervention ni garantie de la Ville. Lorsque le projet d'affermage élaboré en 1903 eut été repoussé par le Conseil municipal, la Ville dut recourir à l'emprunt direct.

La loi du 10 avril 1904 l'autorisa à emprunter 100 millions, somme destinée à pourvoir à l'abaissement du prix du gaz, et à l'assimilation immédiate du personnel, qui avait été décidée en juillet 1903. Jusqu'en 1906, la Ville servait les intérêts de l'emprunt sur l'ensemble de ses ressources budgétaires, et en particulier sur la plus-value de la redevance de la Compagnie.

A partir de 1906, le prix du gaz serait majoré de 1 centime et demi, pour faire face aux charges d'intérêt et d'amortissement en trente-cinq ans de l'emprunt. Cette taxe additionnelle ferait l'objet d'un compte spécial hors budget ; elle serait élevée, si elle venait à donner un produit insuffisant ; mais elle ne pourrait être abaissée, si elle laissait un excédent ; et le supplément de recette serait affecté au remboursement anticipé de l'emprunt. Selon toutes probabilités, l'amortissement sera ainsi terminé en trente ans.

L'emprunt a été émis le 11 février 1905 sous forme d'obligations à lots (1), à 23/4 0/0. Le taux d'intérêt, y compris les lots et primes de remboursement, ne devait pas excéder 3 1/2 0/0, maximum fixé parla loi d'autorisation.

Des procédés divers qui avaient été présentés en vue de l'abaissement du prix du gaz, la Ville avait donc choisi celui qui engageait directement sa responsabilité. L'affectation d'une taxe spéciale au service de l'emprunt ne change pas en effet sa nature d'emprunt municipal ; dans l'hypothèse, d'ailleurs lointaine, d'une crise de l'industrie gazière, il grèverait le budget général de la Ville.

Les systèmes repoussés, résiliation du traité existant, apport de 90 millions par le futur exploitant, impliquaient aussi la garantie de la Ville, partiellement dans le projet Chamon, complètement dans le projet Deville-Caron-Rendu, qui attribuait aux actionnaires et obligataires de la Compagnie des obligations municipales. L'annuité d'amortissement était calculée sur cinquante années, à 4 0 0. La Ville avait l'avantage de ne pas augmenter le chiffre nominal de sa dette (2.425 millions à la fin de 1904) (2), et d'organiser par avance l'exploitation future qui supporterait les conséquences financières de l'abaissement du prix du gaz.

1. Unités de 400 francs, et quarts de 100 francs.

2. 2.539.000.000 au 31 décembre 1905.

Mais il était apparu que la Ville serait plus libre dans l'établissement du régime nouveau, si la réforme promise aux consommateurs était un fait acquis, si l'on n'avait plus à l'obtenir comme une condition de faveur. On pouvait atteindre ce résultat par l'allègement des charges terminales de la concession aussi bien que par l'emprunt direct. Le montant des obligations 4 o/o émises par la Compagnie s'élevait en 1901 à 96 millions environ. En ajournant leur amortissement à 1906, on créait des disponibilités suffisantes pour compenser l'abaissement du prix du gaz. Le consentement de la Compagnie était nécessaire à la mise en œuvre de cette combinaison ; mais elle n'avait pas d'intérêt à le refuser, puisque la Ville ne lui imposait aucun sacrifice, et assurait l'amortissement des obligations sur les recettes de l'exploitation future. Telle était l'économie d'une proposition de M. Sauton, déposée le 23 janvier 1901, et dont le seul avantage était de dispenser la Ville d'un emprunt direct.

Les communes de la banlieue adoptèrent une autre méthode, analogue à celle que la Ville avait d'abord suivie. Elles étaient desservies jusqu'en 1906 par la Compagnie parisienne (1). Le projet Chamon contenait une clause d'accession, qui leur permettait de béné-

1. La Ville participait aux bénéfices que la Compagnie réalisait sur la vente de gaz dans la banlieue.

ficier de la réduction immédiate, aux frais de la Ville, en confiant l'exploitation future à la Société fermière. Après son échec, les communes traitèrent, chacune séparément, avec la « Société d'éclairage, chauffage et force motrice », qui désormais ne pouvait desservir la métropole ; elles se constituèrent en syndicat (1), afin de poursuivre et contrôler efficacement l'exécution des conventions intervenues. Elles organisèrent ainsi un service du gaz indépendant de l'exploitation parisienne, et obtinrent pour les années 1904 et 1905 l'abaissement anticipé du prix du gaz, dont le concessionnaire couvrit les frais par l'émission d'obligations.

Les communes de la banlieue étaient placées dans des conditions différentes de celles où se trouvait la Ville de Paris. Elles ne pouvaient guère profiter d'une réduction immédiate qu'en se concertant pour choisir un concessionnaire unique ; elles n'avaient d'ailleurs aucun droit sur l'actif d'établissement de la Compagnie parisienne, et la Société désignée entreprit la construction d'usines neuves. Leur intérêt à « lier » les questions relatives au service du gaz était plus évident et plus impérieux que celui de la Ville. Cela explique la divergence des politiques respectivement adoptées, et rend toute

1. Décret d'autorisation du 31 décembre 1903. Voir la thèse de M. Tallibert.

comparaison inutile. Si l'on veut porter un jugement sur la méthode employée à Paris, il vaut mieux apprécier sa valeur propre, et constater ses résultats budgétaires.

En principe, le recours à l'emprunt direct pour dégrever une catégorie de contribuables était un dangereux expédient financier. Il engageait l'avenir, et faisait supporter au budget général le poids des réformes anticipées, au moins pendant la période transitoire. En ajournant l'amortissement des obligations de la Compagnie, la Ville aurait mis immédiatement à la charge de l'exploitation gazière les dépenses provoquées par la diminution de prix ; mais elle n'aurait pas cessé d'assumer les risques inhérents au remboursement des emprunts. Elle ne pouvait y échapper qu'en soldant définitivement, au moyen de ses recettes ordinaires, les dépenses de l'abaissement ; mais ce procédé simple détruisait l'équilibre du budget, au détriment de tous les contribuables. L'emprunt permettait de le conserver et de masquer par un jeu d'écritures le déficit inévitable.

La redevance de la Compagnie représentait environ 6 à 7 centimes par mètre cube vendu aux particuliers ; et la Ville continuait à percevoir cette taxe fiscale au cours des années d'anticipation. On considérait, d'autre part, comme une dépense extraordinaire, le versement des 10 centimes défaillants ;

l'emprunt intervenait donc à propos pour y faire face, et l'équilibre du budget était sauf (1).

Le contribuable parisien ne semble pas avoir beaucoup souffert du dégrèvement octroyé aux abonnés de la Compagnie du gaz. Le développement de la consommation déterminait l'accroissement rapide de la redevance attribuée à la Ville : et cette plus-value artificielle, qui s'est élevée au total à 12 ou 15 millions, pour les trois années 1903-1905, a procuré un certain supplément de recettes aux budgets de cette période, après avoir pourvu au paiement de l'intérêt des sommes empruntées. Les contribuables auraient ainsi supporté moins de centimes additionnels, peut-être, qu'ils ne l'auraient dû légitimement.

Cet état de choses exceptionnel prit fin à l'expiration de la concession.

En 1906 entra en vigueur un régime normal, fixant le prix du gaz à 20 centimes, sans contribution de la Ville, et mettant à la charge de l'exploitation le service de l'emprunt. La redevance de la Compagnie tombait alors à 20 millions et demi ; et les contribuables ont subi la répercussion de ce fléchissement des recettes budgétaires. Toutefois l'écart entre la redevance globale de 1905 (25 millions) et celle de 1906 est singulièrement réduit si l'on observe que les deux chiffres ne sont pas directement com-

1. Cf. Colson. *Economie politique*, t. III, p. 95.

parables. L'un est exact et sincère, tandis que l'autre fait illusion et doit être diminué des intérêts de l'emprunt que payait le budget municipal.

Il apparaît finalement que les contribuables ont éprouvé d'une façon restreinte et momentanée les effets budgétaires, favorables ou fâcheux, de l'abaissement du prix du gaz ; leur situation n'a donc pas été gravement affectée.

Ce sont les consommateurs qui, depuis 1906, supportent le poids de la réforme anticipée. Le prix du gaz (18 centimes $1/2$) est majoré d'un centime et demi, afin de garantir le service d'une annuité de 5 millions pendant trente-cinq ans. En outre, la Ville a été amenée à consolider une partie des plus-values factices que l'abaissement lui avait procurées pendant trois années.

En 1903, elle se bornait à exiger du futur concessionnaire une redevance de 17 millions ; en 1904, le projet d'organisation d'une régie directe assurait à la Ville un bénéfice de 19 millions (1), et le traité actuel lui réserve un revenu minimum de 20 millions. Les progrès de la consommation et la diminution de la part dévolue à l'exploitant justifient, dans une certaine mesure, l'extension des prérogatives financières de la Ville ; mais l'augmentation subite des rede-

1. Moyenne des redevances des cinq dernières années.

vances pendant les années d'anticipation en est la cause primordiale.

On pourrait imaginer que la Ville prélève ainsi sur les consommateurs une sorte de commission, en retour des avances de fonds qu'elle leur a accordées ; ce serait la contre-partie des risques que comporte, en principe du moins, l'amortissement de son emprunt. Elle a consacré en effet 90 millions à l'abaissement du prix du gaz, et fait une dépense considérable, qui ne présentait peut-être pas un caractère d'extrême urgence.

Certes le prix de 30 centimes était exorbitant ; mais les perfectionnements de l'éclairage au gaz contribuaient à le rendre tolérable pendant trois années encore. L'emploi des appareils à incandescence avait permis de diminuer sensiblement la quantité de gaz nécessaire pour produire un éclairage donné. En réalisant une meilleure et plus économique utilisation du gaz, cette invention équivalait à un véritable dégrèvement dont le consommateur était libre de profiter ; et elle avait effectivement ralenti l'accroissement ordinaire de la consommation depuis 1890. Elle avait d'ailleurs apporté à l'industrie gazière un secours inespéré contre la concurrence de l'éclairage électrique, seul capable jusque-là de fournir une lumière intense.

Aussi bien, s'efforçait-on de démontrer la néces-

sité de l'abaissement immédiat par des arguments d'équité, des considérations de principe.

La Ville avait reçu de la Compagnie depuis 1855 plus d'un demi-milliard, du chef des diverses redevances ; elle était propriétaire de la canalisation, et avait droit à la moitié du produit de l'actif en fin de concession. L'équité lui commandait d'abandonner aux consommateurs une part des profits qu'elle avait réalisés à leurs dépens. Elle devait au moins leur consentir une simple avance. Intermédiaire désignée entre les diverses générations de consommateurs, elle dégrèverait ceux d'aujourd'hui et frapperait ceux de l'avenir d'une surtaxe légitime, et d'ailleurs légère.

Mais la valeur de cet argument faiblissait, à mesure que l'on approchait du terme de la concession. A trois ans de distance, deux générations ne sont pas loin de se confondre. Et dès lors l'abandon temporaire par la Ville d'une partie des recettes définitivement acquises au cours d'un demi-siècle devenait une libéralité un peu vaine.

Depuis que s'était posée la question du prix du gaz, le conseil municipal avait rejeté tous les projets d'abaissement ; pendant vingt ans, l'unique souci de sauvegarder le régime futur et les intérêts de la Ville avait déterminé son refus opiniâtre de satisfaire aux réclamations des consommateurs. Tout près de recueillir le bénéfice de sa politique d'abstention, il

s'était laissé tenter par les circonstances, moins favorables, et départi, sans trop de motifs ni de dommage apparent, de sa résistance héroïque.

CHAPITRE III

Le régime futur. Le projet dit américain, et le projet de régie directe.

Après le rejet par la Chambre du traité Chamon, le Conseil municipal repoussa la régie directe (1) et résolut d'établir les bases d'une convention d'affermage. Dans sa délibération du 20 mars 1903, il formulait les conditions générales auxquelles devrait souscrire tout demandeur en concession.

L'exploitant émettrait l'emprunt destiné à couvrir les dépenses de l'abaissement du prix du gaz ; il négocierait avec la Compagnie l'acquisition de l'actif dont la Ville serait propriétaire. Il vendrait le gaz au prix de 15 centimes, majoré du nombre de centimes nécessaire pour amortir les frais de la

1. Le 25 février 1903, par 40 voix contre 36.

diminution anticipée. Après allocation d'un intérêt à son capital, il partagerait ses bénéfices avec la Ville, en lui garantissant un minimum de redevance. Le traité, résiliable après vingt ans sans indemnité, aurait une durée de trente-cinq ans. Le personnel serait assimilé.

Le programme que le Conseil municipal venait de tracer présentait quelque souplesse, car il ne fixait d'une façon précise ni la durée d'amortissement de l'emprunt ni le minimum de redevance ; mais, sous les apparences d'une brillante esquisse, il comportait deux conditions strictes, qu'il serait difficile de réaliser simultanément : le prix de 15 centimes, et la garantie d'une redevance ferme, qui ne pourrait évidemment être inférieure à 17 millions, montant de la dernière redevance de la Compagnie.

La conciliation s'annonçait au moins comme malaisée ; le cadre tracé demeurait étroit ; pour rester dans ses limites, il faudrait exercer sur les dépenses de l'exploitation une compression énergique. Aussi la détermination du prix de revient du gaz allait-elle prendre une importance capitale dans l'étude et l'examen des projets nouveaux.

Or cette évaluation donnait lieu à des appréciations divergentes ; on pouvait légitimement hésiter entre les chiffres présentés : 9 centimes, 8 centimes, 7 centimes 1/2 (1), et supputer la répercussion de ces

1. Par mètre cube de gaz.

différences sur la production totale, qui devait atteindre en 1906 370 millions de mètres cubes.

La difficulté d'estimation tenait à deux causes, l'une générale, l'autre particulière. Tout d'abord un coût de production industriel n'est pas immuable ; les éléments qui le composent subissent des variations de cours. Le prix de revient brut du gaz comprend les frais généraux, les achats de houille, les dépenses de fabrication et de distribution où figurent les dépenses de personnel. Le prix de revient net, celui qu'il importe d'établir, s'obtient en déduisant du premier le montant de recettes diverses (1), et surtout le prix de vente des produits accessoires (coke, goudron, ammoniac) qui couvre habituellement le prix d'achat des houilles ; mais l'équivalence se réalise plus ou moins exactement suivant les années, et les fluctuations des cours contribuent à hausser ou abaisser le prix de revient du gaz.

En prenant une moyenne, calculée sur les résultats des derniers exercices de la Compagnie, on aurait eu cependant une base acceptable, s'il n'avait fallu tenir compte des circonstances particulières qui influeraient sur l'exploitation, dans l'avenir. L'amélioration de l'outillage permettrait de diminuer les dépenses de fabrication ; d'autre part, l'assimilation du personnel et l'abaissement du tarif des frais acces-

1. Entretien et location d'appareils (« frais accessoires »).

soires, payés par les abonnés, augmenteraient ce prix de revient. Dans quelle mesure le chiffre provisoire s'en trouverait-il modifié ? il ne semblait pas possible de l'indiquer d'une manière bien exacte, alors précisément que les conditions assignées par la Ville conduisaient à resserrer la discussion des projets autour de la question du prix de revient.

Le groupe industriel français refusait de garantir à la Ville un minimum de redevance égal à 17 millions. Seul, un projet que l'on appela projet américain, parce que ses auteurs (1), avaient pour caution financière un gazier de Chicago (2), satisfaisait complètement aux règles tracées par le Conseil municipal, et fut soumis à son approbation.

La Société fermière, constituée au capital de 50 millions, vendrait le gaz 15 centimes. Le prix serait majoré de 5 centimes pendant les huit premières années de la concession, ou de 1 centime $1/2$ pendant toute sa durée, afin d'assurer l'amortissement des dépenses d'anticipation. L'assimilation du personnel était réalisée dès 1903, jusqu'à concurrence d'une somme annuelle de 2.800.000 francs. La Ville prélevait, en principe, 3 centimes $3/4$ sur le prix de vente du gaz ; mais elle s'attribuait un produit minimum de 17 millions. En outre, quand

1. MM. Devaluez et Duchanoy.

2. M. Brady.

le dividende des actions de la Société dépasserait 12 o/o, l'excédent des bénéfices se répartirait dans la proportion de 60 o/o à la Ville et 40 o/o à l'exploitant.

Le projet reposait sur des prévisions de consommation modérées, et sur un prix de revient de 7 centimes 1/2 qui souleva de vives critiques. M. Sauton (1) montra clairement combien serait précaire la durée d'un traité conclu d'après des prévisions de dépenses aussi atténuées ; l'exploitant ne tarderait pas à demander la révision d'une convention trop lourde pour lui, et la Ville ne pourrait guère la lui refuser. Il rappelait que la concession imprudente des tramways de pénétration avait amené pareille aventure.

Peut-être le prix de 7 centimes 1/2 était-il suffisant ; il semblait du moins difficilement réalisable. Si l'on négligeait les charges provenant de l'assimilation du personnel et de la diminution des frais accessoires, il était acceptable, puisqu'on devait le prendre ainsi comme base dans les projets de 1906. Mais il apparaissait dans le projet de 1903 comme un prix de revient définitif, tenant compte de toutes les charges.

L'exécution du traité restait donc aléatoire ; et d'ailleurs, en compensation du risque industriel qu'il assu-

1. Séance du 15 juin 1903.

mait dans les premières années, l'exploitant se réservait la possibilité d'accroître la rémunération de son capital jusqu'à 12 o/o. La redevance totale, payée à la Ville, n'atteignait pas 19 millions après trente-cinq années, dans le tableau de prévisions, tandis que la part de la Société passait du faible chiffre de 1 million à près de 7 millions. Le caractère forfaitaire du minimum garanti dominait toujours l'économie générale de la convention.

S'il ne ménageait pas assez les intérêts de la Ville, le projet dit américain procurait en revanche aux consommateurs un nouvel abaissement de prix. On invoquait en sa faveur l'utilité de développer l'emploi d'un procédé commode d'éclairage et de chauffage, encore ignoré dans plus de la moitié des immeubles parisiens. A 16 centimes 1/2, l'éclairage au gaz deviendrait moins coûteux à Paris que l'emploi du pétrole, qu'il pouvait concurrencer déjà, au prix de 20 centimes; et la quantité de gaz vendue pour le chauffage dépasserait sans doute la proportion de 30 o/o du volume total distribué, qui était jusque-là sa limite maxima (1).

Le Conseil municipal repoussa le projet américain (2), ainsi qu'un nouveau projet que la Compagnie

1. Voir le remarquable rapport de MM. Chassaing-Goyon et Chautard, p. 26.

2. Séance du 3 juillet 1903

venait de présenter. Elle demandait une prorogation de vingt ans, au terme de laquelle la Ville serait propriétaire de tout l'actif. Le prix du gaz diminuerait progressivement de 20 centimes à 18, puis 16 centimes. Après le service d'un intérêt de 4 o/o au capital, la Ville recevrait tous les bénéfices jusqu'à concurrence de 17 millions ; le dix-huitième million reviendrait aux actionnaires ; et le surplus serait partagé par moitié.

Mais la Compagnie avait trop tardé à faire des offres réellement avantageuses. On l'écarta, en évoquant le souvenir du procès que la Ville avait gagné contre elle en 1898 ; la Compagnie avait dû restituer alors des sommes indûment distraites du compte de partage des bénéfices. Ce rappel du passé détermina son exclusion définitive.

Finalement, le Conseil municipal, après avoir décidé l'assimilation immédiate du personnel, votait le recours à l'emprunt direct pour payer les dépenses des réformes anticipées, et adoptait le principe de la régie (1) pour l'exploitation future.

Le projet de régie directe

Ce fut le dernier projet de la liste nécrologique.

1. Par 39 voix contre 33.

La thèse de la régie directe, qui devait remporter un triomphe passager, s'appuyait sur deux arguments principaux.

Elle signalait d'abord les inconvénients des traités. Pour le passé, les conditions forfaitaires avaient pesé lourdement sur les consommateurs, et l'omnipotence de la Compagnie avait suscité des différends et des procès. Dans l'avenir, le système de l'affermage, atténuant les dangers des concessions, laissait subsister les difficultés que soulève l'interprétation éventuelle de conventions difficiles à rédiger, et n'assurait pas une bonne exploitation du service public. Le fermier, ayant un bail résiliable, hésiterait, le cas échéant, à entreprendre des perfectionnements coûteux dont il ne serait pas sûr de recueillir plus tard tout le profit ; l'obligation d'abandonner à la Ville une part considérable des bénéfices paralyserait son initiative, le conduirait à une administration désintéressée et routinière. Enfin la Ville propriétaire interviendrait pour tous les travaux d'établissement, et exercerait un contrôle sur l'entretien de l'actif. Immixtion fréquente de la Ville, indifférence du fermier pour les résultats de l'exploitation : tels étaient les défauts inhérents au système projeté.

La régie directe, supprimant l'intermédiaire, ne comportait aucun de ces inconvénients. Elle procurait à la Ville une liberté entière dans la gestion du service public, au budget municipal des bénéfices

plus grands, aux consommateurs des prix moins élevés. De nombreuses communes étrangères avaient mis en régie le service du gaz pour profiter de ce triple avantage (1).

C'est ainsi qu'en Angleterre plus du tiers des exploitations sont en régie ; 262 communes possèdent des usines à gaz, et desservent 2.150.000 consommateurs ; les compagnies privées dirigent 469 usines, et desservent 2.590.000 consommateurs (2). Les municipalités vendent le gaz 10 centimes, au plus, le mètre cube ; et déjà, en 1900, les 232 régies existantes réalisaient un bénéfice global de 17 millions de francs environ.

En Hollande, en Suède, en Suisse, les villes un peu importantes exploitent elles-mêmes le service du gaz. En Allemagne, beaucoup de municipalités ont suivi l'exemple que leur donnait Leipzig dès 1838 ; sur 650 usines, il y aurait 375 régies. L'Italie compte un certain nombre d'exploitations directes ; en Belgique, on ne peut guère citer que les régies de Bruxelles et de son faubourg de Saint-Gilles. En Autriche, Vienne a municipalisé, depuis 1899, l'éclairage d'une partie de la ville.

Toutefois, parmi les régies actuelles, il n'en est

1. Voir les *Notes Municipales* de M. Ad. Veber (1901).

2. Chiffres publiés par le *Board of Trade*, extraits de la thèse de M. Boverat sur le *Socialisme Municipal en Angleterre* (1907), p. 138.

pas qui pourvoient aux besoins d'une consommation équivalente à celle de Paris. Londres est desservie par trois compagnies qui sont tenues d'accorder à leurs abonnés des abaissements de prix proportionnels à l'élévation de leur dividende, d'après une échelle mobile imposée par le Parlement. Seule peut-être, la régie de Berlin, qui fonctionne depuis 1847, présente une importance comparable à celle qu'aurait une régie parisienne ; les bénéfices de 1900 atteignaient 8 millions de francs ; le prix du gaz a été abaissé de 20 à 15 centimes en 1901.

Les avantages procurés aux consommateurs par les régies sont évidents ; mais ils ne dépassent pas certaines limites ; et cela explique que les compagnies aient, à l'occasion, des prix de vente égaux ou même inférieurs à ceux des exploitations municipales.

Tout d'abord, les frais de production du gaz sont essentiellement déterminés par les conditions économiques locales, et surtout par le prix de la houille. Quand la tonne de charbon valait 15 francs à Bruxelles (1), elle coûtait 29 francs à la régie de Genève, qui vendait le gaz 20 centimes, alors que Bruxelles le vendait 13 centimes. En Suisse, les prix des régies atteignent fréquemment 25 centimes, comme ceux des compagnies ; il existe des compagnies anglaises

1. En 1898.

qui vendent le mètre cube entre 5 et 10 centimes, aussi bien que les communes.

D'autre part, le prix de vente du gaz dépend de la politique fiscale des municipalités. A cet égard, les villes anglaises et allemandes manifestent des tendances assez différentes.

La politique anglaise est favorable au dégrèvement des consommateurs. Absolue à Glasgow, qui ne prélève aucun bénéfice, elle est plus souvent mitigée par le souci de diminuer les charges du contribuable. Une partie des bénéfices constitue une recette budgétaire ; l'autre est affectée à la réduction immédiate du prix ou à la formation d'un fonds de réserve.

Les villes allemandes paraissent surtout préoccupées d'assurer l'équilibre de leur budget par la contribution des consommateurs, auxquels elles demandent la rémunération équitable du service rendu. Les prix de vente pour l'éclairage variaient, en 1900, de 20 à 25 centimes.

L'exploitation en régie est donc capable de contribuer à l'augmentation des ressources municipales. Les grandes villes auraient pu, à l'expiration du contrat de concession, exiger des compagnies une redevance plus forte ; mais elle aurait été inférieure aux bénéfices procurés par la régie. D'ailleurs la longue durée des concessions a obligé certaines villes, comme Birmingham, Bradford, à les racheter, sans attendre

davantage une échéancelointaine. Beaucoup de villes moyennes, au contraire, n'avaient probablement aucun espoir de conclure un traité les faisant participer aux profits de l'exploitant, et la régie est venue leur apporter des recettes d'une catégorie nouvelle.

Enfin, elle a permis aux communes de pourvoir elles-mêmes à l'éclairage public, en assumant simplement les frais de production correspondants. Et cet avantage est appréciable, quoique d'une importance limitée. Les compagnies, en effet, accordent volontiers des prix de faveur pour l'éclairage public, en compensation du monopole que leur confère la municipalité. C'est ainsi que la Ville de Paris payait le gaz au prix de 15 centimes seulement. Et, d'autre part, la consommation de gaz pour l'éclairage public est en décroissance continue ; elle est aujourd'hui de 36 millions de mètres cubes à Paris.

Les résultats brillants des régies ont leur inévitable contre-partie. Si les recettes fléchissent, si l'industrie municipale périclité, les déficits tombent à la charge des contribuables. Il y a là un danger permanent, car le paiement intégral de leurs dettes est une dépense obligatoire pour les communes. Nanties de pouvoirs fiscaux suffisants, pour désintéresser leurs créanciers, elles ne connaissent pas (1) les liquidations amiables et les remises des concordats. L'ac-

1. Très exceptionnellement, du moins.

complissement d'actes de commerce ne leur enlève jamais leur caractère propre de personnes publiques.

Aussi les régies étrangères ont-elles généralement reçu une organisation susceptible de donner des garanties de bonne administration. Le directeur technique est placé à la tête d'un service autonome, dont les dépenses ne sont pas fixées d'une manière irrévocable et détaillée, dont les marchés ne sont pas obligatoirement soumis à l'adjudication. Une commission spéciale, nommée par le Conseil municipal, contrôle sa gestion, et expédie promptement les affaires importantes dont la solution n'appartient pas au directeur. Le Conseil municipal fixe le prix du gaz, vote en bloc le budget et approuve les comptes de la régie.

Il ne suffit pas d'assurer à un service industriel une direction indépendante et compétente ; il faut encore exposer les résultats obtenus d'une façon fidèle et complète. On peut craindre que des dépenses d'exploitation, notamment de personnel, soient distraites du budget de la régie et dissimulées dans un chapitre du budget général de la commune ; il arrive aussi que des dépenses d'établissement se glissent dans un autre chapitre, pour n'en plus revenir. Les villes émettent des emprunts, pour subvenir aux frais divers de premier établissement des industries qu'elles exploitent ; en Angleterre la dette des autorités locales s'élevait, à la fin de 1902-1903, à plus

de 9 milliards de francs, dont la moitié avait été consacrée à des entreprises de gaz, d'électricité, de tramways, etc. (1). Ce sont bien là des « affectations reproductives », pour employer le terme usité ; il convient cependant que cette partie de la dette municipale soit amortie régulièrement et définitivement.

Si beaucoup de régies étrangères tiennent une comptabilité scrupuleuse, il y aurait quelque imprudence à affirmer qu'elles sont toutes à l'abri du moindre reproche. Ainsi la durée de l'amortissement varie de trente à quatre-vingt-dix ans (2), suivant le degré d'optimisme des municipalités, qui allèguent à leur décharge la quasi-perpétuité des exploitations communales. Les comptes de la régie de Bruxelles ont fait au Parlement français l'objet d'un débat qui laisse planer l'incertitude. (Sénat, 23 février 1905. Chambre des députés, 31 octobre et 6 novembre 1905. Réponse de M. Morlot, second rapport.)

L'exemple des régies anglo-saxonnes et allemandes était-il décisif pour la Ville de Paris ? On ne saurait le croire absolument, car il faut tenir compte du tempérament politique de chaque nation, et des aptitudes, acquises ou naturelles, que manifestent les peuples pour le self-government.

Au point de vue légal, l'adoption de la régie directe

1. Thèse de M. Boverat, p. 472.

2. A Vienne.

à Paris ne rencontrait pas d'obstacles insurmontables. Sans doute les lois municipales de 1837, 1867 et 1884 ne parlent pas de ce mode d'exploitation ; mais elles n'obligent pas non plus les communes à concéder leurs services publics. Quand l'article 133 de la dernière loi municipale énumère, au paragraphe 10, parmi les recettes du budget, « le produit des concessions d'eau... et autres concessions autorisées pour les services communaux », il fait allusion aux concessions d'eau attribuées aux habitants, et ne contient aucune assignation impérative d'un régime à suivre. L'article 61 indique d'une façon large que « le Conseil municipal règle les affaires de la commune », et il ne songe pas à fixer le cadre de son action. Le silence des textes constitue donc une autorisation implicite, qui est conforme à la logique ; on ne peut en effet interdire aux communes d'exercer elles-mêmes un droit dont elles ont la faculté de confier l'exercice à un tiers.

Mais le Conseil d'Etat rend souvent illusoire cette possibilité juridique. Il s'appuie sur l'article 63, qui annule de plein droit les délibérations « portant sur un objet étranger aux attributions légales du Conseil municipal ». Or la jurisprudence admet que ces attributions sont limitées par le principe de la spécialité des établissements publics : en dirigeant une entreprise commerciale, la commune accomplit des actes incompatibles avec son caractère propre, excédant ses fonctions normales.

La théorie du Conseil d'Etat ne laisse subsister qu'une possibilité conditionnelle, pour cette catégorie d'entreprises. Elle autorise la régie des eaux, parce qu'il s'agit d'un produit naturel, de qualité toujours égale, d'un placement facile ; mais elle ne permet l'exploitation directe des services du gaz, de l'électricité, que si la ville ne trouve pas d'adjudicataire, ou s'il se montre trop exigeant.

En procédant par solutions d'espèce, le Conseil d'Etat a voulu se réserver toute liberté d'appréciation, afin de sauvegarder les intérêts des contribuables, et de concilier, dans la mesure du possible, l'existence de monopoles de fait, créés par les communes, avec le maintien du principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

Malgré cette jurisprudence restrictive, il existe en France un certain nombre de régies du gaz. Le Conseil d'Etat n'intervient, en effet, que si la ville lui soumet une demande en autorisation d'emprunt, ou s'il est saisi du recours pour excès de pouvoir. A part plusieurs petites communes (1), il y a deux exemples intéressants : la régie de Grenoble, qui date de 1867, et celle de Tourcoing, qui fonctionne dans des conditions satisfaisantes ; elle fut autorisée en 1880 par une loi, le Conseil d'Etat ayant refusé d'approuver l'emprunt nécessaire. Valence, Beaune, Les

1. Gien, Nesle, Rozoy-en-Brie, etc.

Sables d'Olonne ont renoncé à la régie qu'elles avaient d'abord adoptée.

Le régime administratif spécial de la Ville de Paris lui laissait pleine liberté de recourir à la régie directe, et lui fournissait même les moyens d'échapper aux rigueurs du Conseil d'Etat.

Les délibérations du Conseil municipal sur le mode de gestion des biens communaux figurent parmi les délibérations réglementaires qui, aux termes de la loi de 1837, peuvent être annulées seulement pour violation de la loi. Et, d'autre part, l'emprunt nécessaire à l'établissement de la régie devait être soumis à l'approbation du Parlement, tuteur financier de la Ville, d'après l'article 17 de la loi de 1867. Le régime d'exception, que Paris supporte dans l'intérêt général, et qu'il maudit quelquefois, semblait le placer, pour la question du gaz, dans une situation privilégiée, car on escomptait, un peu à la hâte, la bienveillance du tuteur.

L'intervention législative était motivée, au surplus, par d'autres raisons importantes. Pour que la régie pût donner de bons résultats, il convenait de l'ériger en service autonome, et de la délier des formalités imposées aux opérations des communes par les lois et règlements. Le principe de l'adjudication devait, en particulier, souffrir une exception notable et nécessaire, pour tous les marchés que passerait la régie.

La dépense de houille et la recette provenant des sous-produits constituent en effet les éléments prépondérants du prix de revient du gaz. La vente des sous-produits, qui atteint 24 millions de francs à Paris, exige une habileté spéciale et une grande liberté d'action, car leur emploi est limité et les besoins de la consommation n'augmentent pas en proportion du développement de leur production. Pour lutter contre la concurrence et les écouler avantageusement, il faut s'efforcer de multiplier leurs débouchés, en modifiant à l'occasion leur mode de traitement, et les offrir à des prix variables, suivant les demandes prévues. La règle stricte de l'adjudication éliminerait toute activité lucrative et diminuerait les profits de la vente.

De même, pour s'approvisionner de matière première, il importe de se soustraire aux fluctuations de cours du marché houiller, et de pouvoir passer au moment propice des contrats à long terme : faculté singulièrement compromise si l'on est obligé de procéder par voie d'adjudication publique à l'achat d'une quantité considérable.

Un décret suffisait d'ailleurs à dispenser la Ville de Paris de l'application des règles ordinaires. L'ordonnance du 14 novembre 1837, qui pose le principe de l'adjudication, a reçu force législative de la dernière loi municipale seulement, dont l'article 115 se réfère expressément à l'ordonnance. Mais la loi

de 1884 n'est pas applicable à la Ville de Paris ; l'ancien décret conserve à son égard une simple valeur réglementaire, et peut être modifié par un acte ultérieurement rendu dans la même forme.

Mais l'intervention du législateur coupait court à toute controverse juridique, et pouvait seule assurer à la dispense une pleine efficacité pratique.

L'autorisation de passer des marchés de gré à gré risquait en effet de demeurer vaine, si la régie se trouvait empêchée d'en faire usage dans les conditions de célérité et de mystère que comportent les affaires commerciales. Or la conclusion d'un marché pour le compte d'une commune exige la convocation préalable et la délibération conforme du Conseil municipal. Il convenait de supprimer cette cause inopportune de lenteur et de publicité.

En outre, l'observation des règles ordinaires retarderait la solution de diverses opérations courantes dans le nouveau service, telles que conclusions de baux, transactions, poursuites d'instances, ouverture de crédits supplémentaires.

Le fonctionnement de la régie impliquait donc d'inévitables dérogations au système administratif et financier de la Ville. Aussi le Parlement était-il appelé à doter le service du gaz d'une certaine autonomie.

Le projet de loi voté par la Chambre (1) lui don-

1. Le 25 octobre 1904 et le 13 novembre 1905. Annexe au rapport de M. Desplas (n° 90 de 1906).

nait une organisation analogue à celle des exploitations étrangères, et surtout inspirée des règles qui furent adoptées en 1878 pour le réseau des chemins de fer de l'Etat. Il différait sur plusieurs points du projet voté par le Conseil municipal (1) dont il restreignait les attributions.

La régie ne constituait pas un établissement public à pleine personnalité civile. Son actif appartenait à la Ville qui bénéficiait et demeurait responsable de sa gestion. Les acquisitions et aliénations immobilières, les émissions d'emprunts demeuraient soumis aux formalités ordinaires.

La régie jouissait d'une certaine personnalité propre. Elle avait un budget particulier, présentant distinctement les recettes et dépenses d'exploitation, et celles de premier établissement. Elle possédait un trésorier spécial ; elle pouvait émettre des bons de caisse jusqu'à concurrence de 5 millions ; elle avait un fonds de roulement et un fonds de réserve. Elle agissait en son nom propre pour tous les actes d'administration ou d'exploitation de son industrie, et pour leur contentieux.

Elle était soumise au même régime fiscal que les industries privées ; et par là ses comptables étaient dispensés de délivrer des timbres-quittances de

1. Le 11 décembre 1903.

0 fr. 25, et ses marchés exonérés du taux de 2 0/0, applicable aux marchés administratifs.

L'innovation principale était l'interposition entre le Conseil municipal et le directeur, nommé par le Préfet, d'un Conseil d'administration, muni des pouvoirs nécessaires à la gestion industrielle de la régie, statuant notamment d'une façon souveraine sur tous les marchés à passer, quelle qu'en fût l'importance (art. 7). Le directeur avait une initiative propre pour le recrutement du personnel, les marchés et les procès de faible importance, etc.

Le Conseil municipal délibérait sur le budget et les comptes, les rapports financiers entre la Ville et la régie, les baux d'une durée supérieure à neuf ans, les travaux dépassant 20.000 francs, les créations ou suppressions d'usines, la nature et les qualités requises du gaz. Mais ses décisions n'étaient exécutoires qu'après approbation du gouvernement ou du Préfet. S'il tardait ou se refusait à donner son avis, on pouvait passer outre. En cas d'urgence, les crédits supplémentaires, ouverts par le Conseil d'administration, étaient directement approuvés par le Préfet (art. 9 et 16).

La nécessité de l'autorisation préalable était la conséquence des principes qui président au fonctionnement du régime communal de Paris ; mais la mise en tutelle pouvait faire place, exceptionnellement, à la mise à l'écart du Conseil municipal, qui prenait

ainsi les apparences d'un corps purement consultatif.

On lui enlevait d'ailleurs, dans le Conseil d'administration de douze membres, la prépondérance qu'il avait revendiquée. Au lieu de sept membres, il en nommait six seulement, dont trois au plus pouvaient être des conseillers municipaux. Le Préfet désignait l'autre moitié. La qualité d'administrateur était incompatible, sous la restriction indiquée, avec tout mandat électif et toute fonction rétribuée sur les budgets de la Ville, du département ou des établissements publics de la Seine (art. 4).

Le Conseil d'administration fixait le prix de vente du gaz, sous réserve de l'approbation préfectorale. Il devait se conformer à certaines règles de prudence, celles mêmes que le Conseil municipal, d'abord investi de cette attribution, s'était volontairement imposées (1).

Elles stipulaient que le prix de vente pour l'éclairage public excéderait légèrement le prix de revient, sans dépasser 15 centimes. Le gaz serait vendu aux particuliers à un prix suffisant pour que les bénéfices de la régie fussent au moins égaux à la redevance moyenne payée par la Compagnie en 1900-1905 (2). Le prix de vente aux particuliers ne pourrait être

1. Par le vote de la proposition Desplas (7 décembre 1903).

2. Redevance évaluée à 19 millions.

diminué que si le développement de la consommation permettait de prévoir, au tarif réduit, un bénéfice égal au bénéfice moyen des trois années antérieures à l'abaissement éventuel (art. 14).

Afin de prévenir un relèvement du prix du gaz, on obligeait la régie à constituer par voie d'emprunt, et, au besoin, par des prélèvements sur les recettes, un fonds de réserve d'au moins 15 millions. Il arrive en effet que les communes, temporairement affectées par la cherté de la houille, augmentent le prix du gaz pour une ou plusieurs années. C'est ainsi qu'en 1900 les prix furent portés de 25 à 28 centimes à Grenoble et Valence, de 20 à 22 à Genève, de 15 à 17 à Tourcoing. Le Conseil d'administration disposerait de la réserve, sauf approbation préfectorale, pour faire face à l'élévation du prix de revient, et aux dépenses urgentes.

La régie devait avoir un fonds de roulement de 15 millions, nécessaire pour la reprise des approvisionnements de la Compagnie et la marche normale de l'exploitation.

Pour organiser la régie, la Ville consacrait près de 35 millions à la constitution des fonds de réserve et de roulement. Comme elle évaluait d'autre part à 85 millions le prix d'achat de l'actif en nature (usines, matériel, branchements), elle contractait un emprunt de 120 millions (1), amortissable en cinquante ans.

1. Frais d'émission compris.

Elle ne faisait pas état des travaux d'établissement qu'il y aurait lieu d'exécuter au moment de la reprise de l'actif ; le Conseil municipal estimait qu'il suffirait d'appliquer à ces dépenses la part de la Ville dans l'actif réalisable (1), estimée 8 millions.

Le Sénat n'autorisa qu'un emprunt de 100 millions, destiné à l'achat de l'actif de la Compagnie ; à deux reprises différentes, les 23 février et 14 décembre 1905, il rejeta les dépenses relatives à l'organisation de la régie. Des considérations générales, et des raisons d'ordre particulier, le conduisaient à repousser le projet d'exploitation directe.

C'étaient d'abord les appréhensions soulevées par le système de la régie, que les exemples de l'étranger ne pouvaient dissiper complètement. La diminution, même la suppression, des formalités administratives serait impuissante à animer une régie de l'esprit commercial ; ses fonctionnaires n'auraient jamais une indépendance suffisante pour prendre, à l'occasion, l'initiative d'opérations présentant un certain aléa. Libre de toute obligation contractuelle vis-à-vis des consommateurs, la régie modifierait à son gré le prix et la qualité du gaz fourni ; ou bien, suivant les circonstances, elle céderait aux exigences du public, et abaisserait ses tarifs au péril des finances commu-

1. Réserve statutaire de 2 millions ; terrains de l'usine des Ternès ; fonds disponibles à réaliser.

nales. Enfin elle ne serait pas maîtresse du recrutement de son personnel, et ne pourrait maintenir la discipline nécessaire dans toute entreprise. Incapable de résister à la pression d'un personnel puissant par son organisation professionnelle et par sa force électorale, elle se trouverait désarmée contre ses revendications.

Il y avait trop de pessimisme dans ces critiques générales, et quelque outrance volontaire. Des dispositions légales précises empêchaient la régie parisienne de dégrever à la hâte les consommateurs ; et d'autre part, avec le système de l'affermage, la Ville ne pourrait pas non plus se désintéresser des questions de personnel ; le Conseil Municipal fixerait, comme dans le projet de régie, le minimum de salaire et les conditions générales du travail, en conservant le droit de les modifier.

L'objection subsistait pourtant dans son principe, que les personnes publiques sont placées dans une situation toute spéciale pour diriger des exploitations industrielles. Alors même qu'on s'abstenait de la développer par des déductions d'une logique excessive, elle gardait encore sa valeur et sa gravité. La question du prix du gaz avait déjà subi le contre-coup des luttes politiques ; la régie resterait-elle indemne de leurs atteintes ?

L'examen du projet de la Ville donnait lieu à de nouvelles critiques. On contestait l'exactitude des

prévisions financières sur lesquelles il s'appuyait. Et en effet la Ville avait l'imprudence d'établir ses évaluations sur un prix de vente de 15 centimes aux particuliers, la surtaxe non comprise. Elle attestait par là son intention légitime d'unifier les prix de vente pour les éclairages public et privé ; mais le nouveau tarif était en réalité trop réduit pour lui assurer dans les premières années un bénéfice minimum de 19 millions, ou même de 17 millions.

En débutant au prix de 20 centimes, surtaxe comprise, et procédant par abaissements successifs, la régie pouvait éviter d'ailleurs ce reproche. Et c'est dans ce sens que furent remaniées les prévisions financières après les observations du Sénat.

L'organisation du service du gaz ne semblait pas consolidée d'une façon bien efficace par l'institution d'un Conseil d'administration ; sa dualité d'origine risquait de le partager en deux fractions égales et de compromettre son autorité. Ses membres étaient renouvelés par moitié tous les deux ans ; et sans doute il importait qu'on mit en jeu périodiquement la responsabilité qu'ils avaient assumée dans l'exercice d'une fonction rétribuée ; mais la fréquence des renouvellements n'offrait pas une garantie indiscutable de bonne gestion.

A répartir entre le Préfet, le Conseil d'administration et le Conseil municipal, la connaissance et la décision des affaires de la régie, on brisait l'unité de direc-

tion, on dispersait les responsabilités. Il paraissait difficile de spécifier le caractère propre de la régie parisienne ; les uns craignaient qu'elle ne fût une régie trop autonome, trop « municipale » ; les autres y voyaient, avec plus de justesse peut-être, une régie « administrative » et rappelaient que les exploitations étrangères, citées en exemple, étaient constituées sur un modèle différent.

Enfin le projet de loi accordait à la Ville la faculté d'organiser sur les bases qu'il sanctionnait une régie de l'électricité. Comme les traités de concession expiraient vers 1906, la Ville pourrait donc se trouver à la tête d'une vaste entreprise, comprenant la production et la distribution de la lumière, chaleur et force motrice. Or cette extension de la régie du gaz à un mode concurrent d'éclairage était assurément fâcheuse. Le développement de l'industrie électrique, de date encore récente, exige à la fois une grande souplesse commerciale, pour accroître la clientèle, et le perfectionnement presque continu de l'outillage, qui doit être rapidement amorti. La régie remplirait malaisément la tâche qu'on pensait à lui confier.

Ainsi l'exploitation directe du service du gaz réservait des difficultés pratiques. La régie fonctionnerait, sans doute ; mais elle serait loin de réaliser toutes les qualités idéales que ses partisans lui assignaient. Et son adoption même avait une répercus-

sion probable sur l'organisation d'un autre service public.

Dès lors, les arguments qui avaient d'abord prévalu contre la régie intéressée, paraissaient moins pressants et décisifs. Il demeurerait possible de sauvegarder, par une convention nouvelle, les intérêts des consommateurs et de la Ville.

D'ailleurs l'opposition persistante du Sénat au projet de régie directe tranchait définitivement la question.

CHAPITRE IV

L'acquisition de l'actif de la Compagnie et l'exploitation provisoire

A la fin de l'année 1905, il était acquis que la Ville de Paris n'obtiendrait pas l'autorisation légale d'exploiter en régie directe. Elle devait cependant assurer le service du gaz pour l'année 1906, et elle n'avait d'autre moyen que de conclure un accord avec la Compagnie, dont la concession expirait.

L'entente se fit rapidement sur les bases suivantes : acquisition amiable de l'actif par la Ville ; exploitation provisoire par la Compagnie en liquidation, qui remplirait les fonctions de régisseur intéressé.

La Compagnie reconnaissait qu'en vertu de l'article 6 du traité de 1870 la Ville était copropriétaire indivis de tout l'actif mobilier et immobilier d'établissement, à l'exception des canalisations sous la

voie publique qui lui revenaient en pleine propriété. Les liquidateurs lui attribuaient la part de la Compagnie pour un prix de licitation fixé au chiffre forfaitaire de 90 millions, dont le paiement la rendrait propriétaire de tout l'actif au 1^{er} janvier 1907.

De part et d'autre, on écartait formellement les débats judiciaires, la Ville renonçant à l'expertise, la Compagnie abandonnant son interprétation première des traités. En échange de son acquiescement à la transaction, la Compagnie, chargée de diriger l'exploitation en 1906, recevait pour sa gestion une rémunération supérieure à celle d'un régisseur provisoire.

Elle fournissait d'ailleurs le gaz au prix de 20 centimes, y compris la surtaxe affectée à l'emprunt de 100 millions, abaissait les dépôts de garantie de 7 à 5 francs par bec, et consentait à l'assimilation complète du personnel.

La Ville prélevait sur les bénéfices une somme correspondant à 1 centime $1/2$ par mètre cube de gaz ; elle prenait en outre la moitié des bénéfices excédant cette somme. L'autre moitié constituait la rémunération de la Compagnie, jusqu'à concurrence de 10 millions, le surplus revenant à la Ville.

Pendant les années précédentes (1), la Compagnie prélevait sur les bénéfices annuels 11.200.000 fr.

1. Voir p. 7, 8 et 18.

avant tout partage, et avait droit à la moitié du reste. La Ville prenait l'autre moitié ; elle percevait en outre une redevance d'octroi et un droit de location du sous-sol, qui figuraient aux charges d'exploitation de la Compagnie. Ces deux dernières catégories de recettes étaient maintenues au profit de la Ville.

Les dépenses d'établissement, pendant l'année 1906, faisaient l'objet d'une ventilation entre la Compagnie, exploitant provisoire, et la Ville qui serait bientôt propriétaire de tout l'actif. Les travaux relatifs aux usines et autres immeubles de la Compagnie, les frais de matériel ou d'outillage, destinés à assurer la production du gaz et la marche du service, étaient portés au compte d'exploitation.

Les autres dépenses de premier établissement, qui produiraient leur plein effet dans l'avenir, et notamment celles engagées dans un but commercial, comme l'installation de conduites montantes chez les particuliers, étaient à la charge de la Ville, qui apprécierait leur utilité et mettrait à la disposition de l'exploitant les sommes nécessaires. Tel était le sens de l'article 12 de la convention.

Cette répartition des dépenses souleva quelques difficultés, relatives à la fourniture des compteurs aux abonnés. L'achat de ces appareils incombait-il à la Ville ou à l'exploitation ? Le texte de la convention ne prévoyait pas ce cas particulier ; mais la première solution était plus vraisemblable.

La question présentait peu d'intérêt pour les consommateurs ordinaires, auxquels la Compagnie n'hésitait guère à donner en location des compteurs lui appartenant. Elle en présentait davantage pour les consommateurs qui occupent un appartement d'un loyer inférieur à 500 francs, car ils sont exonérés des frais accessoires en vertu d'une convention spéciale de 1894.

La fourniture du compteur est gratuite pour cette catégorie d'abonnés ; et la Compagnie, tenue par le traité de 1906 d'appliquer les règles anciennes, respectait leurs droits acquis ; mais, s'il survenait une vacance d'appartement ou seulement un changement de locataire, elle s'emparait du fait nouveau pour... se saisir du compteur, et renvoyer le successeur, déçu et déshérité, à l'article 12 de la convention.

La Ville dut finalement consacrer une somme assez importante à l'achat de compteurs (1), pour assurer l'exacte observation des privilèges accordés aux petits abonnés. Ceux-ci étaient au nombre de 251.000, à la fin de l'année 1906 (2) ; le nombre total des abonnés parisiens était, à cette date, de 555.000, alors qu'il s'élevait à 536.000 à la fin de l'année 1905. L'augmentation de la consommation

1. Conseil Municipal, 13 avril, 23 juillet, 26 et 29 octobre 1906.

2. 236.000 au 31 décembre 1905.

dans Paris compensait en partie la perte de la clientèle de la banlieue; la Compagnie desservait auparavant 579.000 abonnés.

La convention conclue le 12 janvier 1906 entre la Ville et la Compagnie fut soumise au Parlement qui l'approuva par une loi du 17 avril. Elle comportait en effet un emprunt de 105 millions, remboursable en cinquante ans, qui était consacré à l'acquisition de l'actif, au paiement des droits de mutation et aux dépenses de premier établissement de l'année 1906. La Ville a réalisé l'emprunt auprès du Crédit Foncier.

L'exploitation transitoire du service du gaz fit l'objet d'une nouvelle convention le 31 décembre 1907. L'organisation du régime futur n'étant pas définitivement réglée, la Ville, propriétaire de l'actif, chargea la Compagnie de la gestion provisoire pour 1907, en lui allouant une rémunération forfaitaire de 275.000 francs par mois. Elle se réservait le droit de résilier le contrat en cours d'année; la Compagnie cesserait d'exploiter à la fin du mois suivant celui où le traité aurait été dénoncé.

Le régime transitoire prit fin le 31 août 1906. La Compagnie qui disparaissait avait distribué en moyenne à ses actionnaires plus de 25 0/0 d'intérêt et dividende sur le capital nominal. L'action de 500 francs valait, en 1869, 1.575 francs environ; dédoublée, en 1870, en parts de 250 francs, elle

atteignait près de 1.400 francs dans la période 1880-1890 ; puis elle perdait une partie de sa plus-value.

Le nouveau régime allait répartir d'une façon plus équitable les bénéfices produits par l'exploitation d'un service public.

LE NOUVEAU RÉGIME DU GAZ

CHAPITRE PREMIER

La régie intéressée

L'échec du projet de régie directe devait amener le Conseil municipal à adopter le principe de la régie intéressée (1).

La Ville confiait l'exploitation du service du gaz à une Société qui recevait une rémunération fixe, et pouvait se faire allouer, dans certaines hypothèses prévues, une prime de gestion.

Le régisseur, ainsi constitué, était un mandataire intéressé au bon fonctionnement de l'entreprise. La Ville déterminait ses obligations vis-à-vis des tiers : consommateurs et personnel. Mais il conservait à

1. Le 3 décembre 1906, par 39 voix contre 38.

leur égard une personnalité propre, et distincte de la sienne, qui protégeait le service public contre la pression de leurs intérêts.

Par sa définition, le système adopté se différenciail nettement de la régie directe. Il présentait, d'autre part, beaucoup d'analogies avec l'affermage, qui repose sur le même principe : remise de l'exploitation à un intermédiaire. Que celui-ci remplit les fonctions de fermier ou de régisseur intéressé, la Ville était propriétaire de l'actif et responsable des dépenses d'établissement, tandis qu'auparavant le traité de concession mettait à la charge de l'exploitant les dépenses d'établissement et lui réservait, pendant la durée du contrat, la propriété de presque tout l'actif (1).

Toutefois l'organisation d'une régie intéressée assurait à la Ville un droit de contrôle plus strict que celui prévu pour le cas d'affermage. Elle permettait aussi d'accorder à l'exploitant une rémunération plus faible.

A ce dernier point de vue, on pourrait aisément caractériser l'affermage et la régie intéressée : l'un comporte le paiement à la Ville d'une redevance forfaitaire, et l'attribution du reste des bénéfices au fermier ; l'autre réserve la totalité des bénéfices au

1. L'exception concerne la canalisation, incorporée au domaine public.

budget communal, sous déduction de la rémunération du mandataire, qui se compose d'un traitement fixe et de l'allocation d'une partie des bénéfices supérieurs à un minimum déterminé.

Mais, en réalité, l'affermage administratif se prête à des modalités qui rendent le critérium fragile ; il implique souvent, en sus du paiement d'un loyer fixe, la répartition entre la Ville et l'exploitant du reste des bénéfices. Sous cette forme altérée, et plus moderne, il n'est pas loin de se confondre avec la régie intéressée.

La distribution des profits de l'entreprise à la Ville et à l'exploitant demeure, en fait, une pure question de proportion, indépendante des systèmes. Cependant l'adoption d'une régie intéressée indique l'intention de faire un partage très favorable à la Ville.

C'était précisément par là que la mise en pratique du nouveau régime soulevait de délicates difficultés. Il fallait intéresser suffisamment la Société aux résultats de l'exploitation, tout en attribuant à la Ville la plus grande partie des bénéfices. On était donc conduit à diminuer, autant que possible, le capital de la Société, afin de conserver à ses actions un dividende normal.

Mais si l'on réduisait, par ce moyen, le prélèvement de l'intermédiaire, on créait un embarras nouveau : la Ville hésitait à confier l'actif d'établissement,

dont la valeur actuelle est environ de 250 millions (1), à une Société dont le capital serait trop faible pour lui donner toute sécurité, et constituer un gage suffisant de bonne gestion.

Cette raison avait prévalu contre la proposition de régie intéressée qu'avaient présentée le 5 février 1901 MM. Desplas, F. Roussel et Sauton. Le projet qui fut voté définitivement par le Conseil municipal, le 7 février 1907, s'inspirait de cette proposition, et s'efforçait en même temps d'éviter les critiques qu'elle avait encourues.

Le capital social serait de 30 millions, au lieu de 15 seulement; les actionnaires recevraient un intérêt fixe et 8 o/o environ des produits supérieurs à un minimum déterminé. Le capital ne serait pas amorti, afin que la Ville fût constamment assurée de la bonne conservation de l'actif par l'existence d'un gage suffisant (2).

Ainsi esquissée dans son économie générale, équilibrée dans ses conditions financières, la régie intéressée paraissait viable. Le Conseil municipal vota le projet de convention et le cahier des charges particulières, qui furent soumis aux observations des demandeurs. La désignation du régisseur fit l'objet d'un concours.

1. Y compris la canalisation (40 millions).

2. Voir le chapitre III, pour les détails.

L'adjudication a toujours été écartée pour la concession des grands services municipaux de Paris, parce que la seule considération du rabais offert ne peut suffire à déterminer le choix du concessionnaire. Elle n'a fonctionné, ni pour la régie intéressée des eaux, ni pour les transports en commun, ni même pour la concession des services secondaires. L'adjudication restreinte, limitée à un petit groupe de concurrents agréés, ne parut pas non plus protéger complètement la Ville contre l'aléa des enchères.

On adopta la procédure suivie en 1897 pour la concession de l'exploitation du Métropolitain. Un arrêté préfectoral du 5 décembre 1906 constitua une Commission spéciale où figuraient onze conseillers municipaux, sept membres de l'administration, et en outre le gouverneur de la Banque de France, les présidents du Tribunal et de la Chambre de Commerce, un conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Ce comité retint cinq demandeurs sur onze, et désigna finalement le régisseur (1). Son choix fut ratifié le 8 mars 1907 par le Conseil municipal, qui s'était réservé le droit d'homologation, ordinairement laissé au Préfet de la Seine.

D'après l'article 8 du traité, le régisseur devait fonder une Société anonyme dans le délai de deux

1. M. Rouland, cautionné par la Banque française pour le commerce et l'industrie.

mois après la notification de la délibération confirmative. Constituée le 17 mai sous le nom de « Nouvelle Société du Gaz de Paris », elle a pris l'exploitation au 1^{er} septembre ; dans l'intervalle avait été rendu le décret approuvant le nouveau régime du gaz (1).

L'article 16 de la loi de 1867 soumet en effet à l'autorisation du gouvernement les traités qui portent concession, à titre exclusif ou pour une durée de plus de trente années, des grands services municipaux de Paris. La loi de 1884 maintient la même règle pour toutes les communes (art 115 § 2). Les traités de la Ville sont d'abord examinés par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, qui donne son avis (Déc. du 2 août 1879, art. 7 § 10). Le gouvernement conserve un droit discrétionnaire d'appréciation, dont il a usé d'ailleurs pour passer outre aux observations critiques du Conseil d'Etat, et mettre fin à la question du gaz.

Une convention de 46 articles et un cahier des charges, qui en compte 114, organisent le régime nouveau dans tous ses détails. La convention contient les innovations principales. Le cahier des charges applique souvent les règles anciennes, dont à l'occasion il précise la portée et aggrave la sanction.

Il importe de mettre en lumière les clauses du

1. Décret du 20 juillet 1907.

traité qui instituent la régie intéressée et prévoient ses conditions spéciales de fonctionnement.

Le capital de la Société est de 30 millions ; 5 millions forment le cautionnement demandé par la Ville ; le reste est affecté au fonds de roulement qui a pour objet de permettre la reprise des approvisionnements de l'ancienne Compagnie et d'assurer la bonne marche du service (art. 4).

Les statuts de la Société seront communiqués au Conseil municipal, avant leur adoption ; le directeur sera français, et agréé par le Préfet ; les membres du Conseil d'administration seront français et ne recevront pas, tous ensemble, une rémunération supérieure à 150.000 francs par an. Enfin les actions devront être entièrement libérées avant toute émission d'obligations (art. 4 et 5).

C'est la Ville qui contractera elle-même les emprunts (art. 10). Avant d'y recourir, elle fera emploi des fonds libres provenant de l'actif de premier établissement (1). L'aliénation par la Ville propriétaire des parties de l'actif immobilier qui seraient désaffectées augmentera les ressources disponibles, car le produit des ventes sera consacré intégralement à des dépenses d'établissement (art. 1 §4).

La Ville désaffectera probablement les petites usines de Passy, de Boulogne, d'Alfort qui desservaient

1. Voir plus haut, p. 66.

la canalisation très étendue de la banlieue ; elle supprimerait ensuite celle de Vaugirard, car les usines du Landy, de La Villette, Clichy, Saint-Mandé et Ivry, une fois réorganisées, suffiraient à la consommation parisienne. La vente des terrains produirait 5 millions environ (1).

Le recours à l'emprunt peut encore être différé par l'imputation sur les bénéfices de l'exploitation des dépenses de premier établissement, jusqu'à concurrence de 2 millions par an (art. 10 § 3). La quotité du prélèvement annuel est déterminée, dans cette limite, par le Préfet sur délibération conforme du Conseil municipal.

On a voulu, par cette disposition, organiser un amortissement immédiat des dépenses d'établissement, dans la mesure du possible, afin d'éviter les lourdes charges de capital qui grevaient les derniers exercices de la Compagnie concessionnaire.

On ne s'en est pas tenu là. Les émissions d'emprunts, l'emploi des capitaux disponibles provenant de l'actif, l'ouverture du crédit de 2 millions au compte d'exploitation, ne s'appliquent qu'aux dépenses d'établissement dites « extraordinaires », « ayant pour cause des besoins qui ne se reproduisent pas périodiquement et particulièrement chaque année », suivant les termes de l'article 16 § 1. Ce sont, par

1. Rapport de M. Desplas, n° 90, de 1906, p. 4.

exemple, toutes les acquisitions et constructions d'immeubles, les transformations et agrandissements d'usines, ainsi que les transformations d'outillage qui entraîneraient une dépense supérieure à 300.000 francs par an.

Sont au contraire partiellement assimilées à des dépenses d'exploitation les dépenses de premier établissement dites « normales et courantes », dont « la nécessité s'impose chaque année », telles que les extensions ou élargissements de canalisations, les achats de matériel, provoqués par l'accroissement de la consommation. Elles doivent figurer au compte général d'exploitation, dans la limite de 2 millions par an, et sont portées, seulement pour le surplus, au compte d'établissement (art. 16 § 1 et 18).

Ce prélèvement de 2 millions est même obligatoire ; si les dépenses dites normales d'une année ne suffisaient pas à l'absorber, le reste serait versé à un compte spécial du fonds de réserve de premier établissement, destiné à couvrir les dépenses de l'une et l'autre catégories (art. 19).

La distinction faite pour les dépenses s'applique d'ailleurs aux recettes provenant de l'actif d'établissement. Les opérations, en recettes ou en dépenses, dites « extraordinaires », doivent toujours être autorisées par arrêté préfectoral, pris sur délibération conforme du Conseil municipal, ainsi que les dépenses dites « courantes et normales », quand la limite

de 2 millions est atteinte. Celles-ci sont approuvées en bloc ; celles-là, en détail et séparément. Il n'y a pas d'autre cas d'autorisation, pour ce qui concerne l'actif (art. 17).

On prévoit, avec quelque raison, que la répartition en deux catégories des opérations d'établissement est susceptible de soulever des difficultés pratiques, et que la nécessité d'obtenir, dans certains cas, une autorisation préalable entraînera des retards préjudiciables au service. Aussi donne-t-on au Préfet le pouvoir de « statuer » (1) sur les différends relatifs au classement des opérations, et d'autoriser seul ces dernières en cas d'urgence, après avoir pris toutefois l'avis de la Commission de contrôle (art. 16 § 2, art. 17 § 3).

Cette Commission, qui se compose de conseillers municipaux et d'agents administratifs, en nombre égal et désignés par le Préfet, est chargée de surveiller la gestion du régisseur (art. 33). La Société jouit en effet de toute liberté d'action et de direction pour ce qui concerne l'exploitation proprement dite ; la Ville possède, en principe, un simple droit de contrôle, alors qu'elle exerce une tutelle assez étroite sur les opérations susceptibles de modifier l'actif d'établissement dont elle est propriétaire.

L'autonomie de la régie intéressée pour les actes

1. « Le représentant de la Société entendu » (art. 16 § 2 *in fine*).

d'administration courante est consacrée par l'article 13; elle demeure subordonnée à l'observation des règles posées par le traité et le cahier des charges.

Pendant la durée du bail, les approvisionnements en magasin doivent être suffisants pour assurer la marche régulière du service (art. 11). Les articles 34 à 36 du cahier des charges exigent que la Société ait constamment à sa disposition un approvisionnement d'un mois en matières premières, quantité que le Préfet peut réduire à l'approvisionnement de quinze jours; l'effectif mensuel est fixé par le Préfet en proportion du volume de gaz à fabriquer (1).

La Société a pleine initiative pour la conclusion des marchés. Elle est cependant tenue de soumettre à l'approbation préfectorale « les marchés de charbon portant sur une fourniture supérieure à un approvisionnement de six mois », ainsi que les ventes de coke ou autres sous-produits correspondant à une production de six mois (art. 13, § 1).

Le régisseur doit constamment maintenir en bon état d'entretien l'actif de premier établissement. S'il n'exécutait pas les travaux nécessaires, la Ville y procéderait d'office, après mise en demeure préalable par arrêté préfectoral; la dépense resterait supportée par le compte d'exploitation (art. 14).

1. Cette clause figurait dans l'ancien traité.

Les membres de la Commission de contrôle, ainsi que les délégués techniques et administratifs du Préfet, peuvent à tout moment s'assurer que les clauses du traité et du cahier des charges sont respectées, et que les intérêts de la Ville, des consommateurs, du personnel, sont effectivement sauvegardés (art. 32). Ils ont libre accès dans les usines et autres immeubles de la Société, pour constater l'importance des approvisionnements, l'état d'entretien de l'actif, suivre les travaux de premier établissement, vérifier la comptabilité de la vente du gaz et des sous-produits (art. 2 et 38 du C. d. ch.). Les délégués du Préfet (1) recevront communication des écritures, pièces comptables et justifications de la Société, qui est tenue de fournir à la Ville tous renseignements demandés et de mettre à la disposition de ses représentants les locaux et installations nécessaires.

Les dépenses du service de contrôle incombent à l'exploitation ; elles ne pourront dépasser cent mille francs par an.

Le Préfet a le droit de se faire représenter aux assemblées générales d'actionnaires, aux réunions du Conseil d'administration et du Comité d'exécution, dont les procès-verbaux lui sont communi-

1. Un arrêté du 19 septembre a constitué la Commission de contrôle et désigné trois contrôleurs administratifs des services du gaz et de l'électricité.

qués. La Société soumet à son approbation, le 1^{er} mars de chaque année, le compte de l'année précédente, et, le 1^{er} octobre, le projet de budget pour l'année suivante (art. 34). Elle lui adresse également à cette date un état prévisionnel des travaux et opérations de toute nature concernant l'actif d'établissement (art. 17 § 2).

En résumé, la Ville intervient, pour divers motifs, dans l'exploitation ; et c'est le Préfet seul qui a compétence pour donner les autorisations requises. Le Conseil municipal participe au contraire à la plupart des décisions concernant l'actif d'établissement ; les votes qu'il émet sont soumis à approbation, dans les conditions fixées par la loi de 1867. Et la Ville a désormais un large droit de contrôle, qu'elle était loin de posséder vis-à-vis de la Compagnie concessionnaire ; celle-ci se bornait à présenter ses comptes annuels au Conseil municipal.

La régie intéressée du gaz est constituée pour vingt années à partir du 1^{er} septembre 1907. Mais la Ville peut résilier le traité à l'expiration de chaque période quinquennale, sous réserve d'aviser la Société de ses intentions deux ans à l'avance. Dans le délai de trois mois de la résiliation, elle devra payer à celle-ci une indemnité forfaitaire de 1.500.000, 1.250.000 francs ou 1 million, suivant qu'elle anticipera de quinze, dix ou cinq ans le terme normal de la convention (art. 20 et 21).

La Ville sera donc libre de modifier l'organisation du service du gaz, si par hasard l'expérience était défavorable au régime nouveau.

CHAPITRE II

L'exploitation du monopole

L'autorisation de poser des canalisations sous la voie publique fait l'objet propre du privilège conféré par les communes aux Sociétés concessionnaires. L'autorité municipale s'interdit, dans les traités, de donner à un tiers la permission de poser des canalisations concurrentes sous la voie publique (1). Elle crée ainsi un monopole de fait, car la fourniture du gaz aux particuliers s'effectue ordinairement par ce mode de distribution souterraine.

Mais la vente du gaz aux habitants échappe au monopole, quand l'intermédiaire de la voie publique n'est pas nécessaire. Cela se produit lorsque les canalisations traversent des propriétés privées, ou qu'il n'est pas besoin d'en établir (gaz portatif).

1. Cet engagement est valable. (C. d'Et., 26 nov. 1897.)

Ces observations générales s'appliquent au service parisien. La Société gérante est d'ailleurs constituée dans le but exclusif d'exploiter le monopole ; elle ne peut se livrer à aucune autre industrie, sans autorisation du Préfet (art. 3 du C. d. ch.). La convention lui donne la faculté de livrer le gaz en dehors de l'enceinte de Paris, et soumet les traités qu'elle passerait pour cette fourniture à l'approbation du Préfet, sur délibération conforme du Conseil municipal (art. 3).

Le monopole conféré à la Société concerne seulement « le gaz, tel qu'il est défini au cahier des charges ». La Ville se réserve le droit d'autoriser à son gré l'établissement d'un autre système d'éclairage, chauffage et force motrice, sans devoir aucune indemnité à la Société gérante (article 1 § 2 et article 2 § 1). Le traité de 1870 avec l'ancienne Compagnie contenait la même réserve dans son article 48.

Cette clause a permis aux villes qui l'avaient insérée d'organiser librement le service de l'éclairage électrique. En son absence, le Conseil d'Etat considérait en effet que le monopole des compagnies gazières s'étendait à toute espèce de lumière. (Saint-Etienne, 1891, etc.).

Il s'était départi cependant de cette interprétation absolue pour les traités récents, conclus à une époque où l'on pouvait prévoir les applications prati-

ques de l'électricité. (Arrêt du 10 janvier 1902, Déville-les-Rouen.) Mais s'il enlevait dans ce cas aux compagnies les moyens de faire échec au progrès, il leur conservait un droit de préférence, dont elles étaient libres d'user, pour l'exploitation du nouvel éclairage. Il avait adopté la même jurisprudence à l'égard des villes qui s'étaient fait reconnaître, dans les traités, la faculté d'imposer à leurs concessionnaires les procédés nouveaux d'éclairage. (Arrêt du 30 juil. 1897. D. 98. 5. 152.)

La clause de la Ville de Paris a pour effet de dénier à la Société gérante même tout droit de priorité pour l'application des découvertes qui viendraient faire concurrence à l'emploi du gaz.

Le traité permet aussi à la Ville d'expérimenter par elle-même, ou de faire expérimenter par un tiers, tous procédés nouveaux d'éclairage public par le gaz, pourvu que ces essais ne portent pas sur une longueur de voie publique supérieure à 1000 mètres (art. 2 § 2). Elle peut également, sur simple préavis de trois mois, « distraire des attributions de la Société, pour telle ou telle partie de Paris, telle ou telle des opérations de fonctionnement et d'entretien concernant l'éclairage public, afin d'en assurer l'exécution, soit en régie, soit à l'entreprise. Dans ce dernier cas, et s'il est procédé à une adjudication, la Société pourra se porter soumissionnaire » (art. 54 du C. d. ch.). La Ville possède un pouvoir analogue pour les travaux

et achats concernant les appareils de la voie publique (art. 61 du C. d. ch.).

L'ancienne convention (1) permettait à la Ville d'effectuer en régie directe l'entretien du matériel servant à l'éclairage public ; elle a usé de cette faculté pour les quatre premiers arrondissements.

Une fois le monopole défini et délimité, il convient d'indiquer les règles auxquelles est soumise son exploitation. L'exécution du traité comporte à la fois un marché de travaux publics et un marché de fournitures.

Le premier concerne l'établissement des canalisations sous la voie publique. Ces travaux ont lieu sur l'initiative de la Société, ou sur réquisition de la Ville. Chaque année, un état approximatif des canalisations à établir est dressé par l'Administration, qui le complète au fur et à mesure des besoins nouveaux. Les travaux doivent commencer dans un délai de cinq jours après la réception des ordres de la Ville, ou immédiatement en cas d'urgence. On ne peut exiger plus de 500 mètres de canalisations par jour. Le cahier des charges formule ces règles et précise les conditions d'installation des conduites dans ses articles 39 à 48.

L'existence d'un marché de travaux publics dans toute concession d'éclairage détermine la nature juri-

1. Article 33 du traité de 1870.

dique de la concession elle-même. La jurisprudence décide que celle-ci est principalement un marché de travaux publics, et attribue par suite compétence aux tribunaux administratifs. (C. Et., 20 déc. 1895).

Le gaz fourni doit présenter les qualités prescrites. Les articles 9 à 11 du cahier des charges définissent sa nature ; il peut être enrichi avec les sous-produits de la distillation de la houille ; son mélange avec le gaz d'huiles lourdes est subordonné à l'autorisation préfectorale et ne sera permis que si la teneur finale en oxyde de carbone n'excède pas 11 0/0 du volume. La Société ne pourra distribuer d'autres gaz, sans le consentement formel et par écrit du Préfet, après délibération du Conseil municipal.

On interdit expressément le gaz à l'eau, dont la fabrication et le mélange, dans certaines proportions, avec le gaz ordinaire étaient d'abord proposés. Ses partisans invoquaient l'exemple de l'étranger et de quelques villes françaises (Marseille, notamment), exposaient que sa facilité de production donnerait éventuellement une plus grande souplesse à l'exploitation parisienne, et insistaient sur l'économie qu'il permettait de réaliser dans les frais d'établissement nécessités par l'extension de la consommation. Sa prohibition fut maintenue, parce que son emploi augmente la teneur du gaz en oxyde de carbone.

L'article 12 du cahier des charges exige que le gaz

soit parfaitement épuré et détermine le pouvoir éclairant qu'il doit posséder. La constatation de la bonne épuration et du pouvoir éclairant est effectuée chaque jour par les agents de la Ville, avec des appareils fournis par la Société et contrôlés par l'administration municipale. Il y a au moins un bureau d'essais par usine et deux pour les usines importantes. L'exploitant est obligé de mettre à la disposition de la Ville les locaux qu'elle juge nécessaires pour les expériences (art. 13 à 15 du C. d. ch.).

Le cahier des charges reproduit les procédés techniques ordinaires de vérification. Il innove, dans son article 30, en fixant le pouvoir calorifique minimum du gaz.

Il indique encore la pression minima sous laquelle le gaz doit être tenu constamment dans les conduites souterraines (art. 32 et 33 du C. d. ch.).

La fourniture du gaz s'adresse à deux catégories de consommateurs : la Ville et les particuliers. L'article 22 du traité maintient le prix du mètre cube à 20 centimes pour les usages privés, et à 15 centimes pour le service municipal.

Celui-ci comprend l'éclairage public, la fourniture de gaz dans toutes les propriétés municipales, à l'exception des parties louées aux particuliers. Il s'étend aux services « assimilés » : Assistance Publique, établissements départementaux et militaires, situés dans Paris, que le Préfet désigne à la Société. Les

fonctionnaires et agents, résidant dans ces immeubles, bénéficient du tarif réduit (art. 48 à 51 du C. d. ch.)

L'éclairage public est minutieusement réglementé, comme il l'était déjà sous le régime ancien. Le cahier des charges, au titre IX (art. 53 à 73), distingue des travaux neufs les opérations de fonctionnement et d'entretien : allumage et extinction, nettoyage des lanternes, etc. Chacune de ces opérations est payée à raison d'un prix spécial par appareil et par jour.

L'allumage et l'extinction des appareils doivent s'effectuer dans un temps déterminé. Sous réserve du délai ainsi accordé, le Préfet en fixe les heures précises ; il arrête les itinéraires des allumeurs, qu'il peut révoquer, comme tous les employés du service actif (art. 55 et 67 du C. des ch.).

La Société est tenue d'assurer à tout moment le service normal de l'éclairage public, et de « prendre à ses frais toutes les mesures provisoires » qui deviendraient nécessaires. En cas d'intempéries ou d'événements imprévus, elle exécute d'urgence les ordres de la Ville, qui lui paie seulement le prix du gaz consommé par suite de la prolongation ou de l'extension de l'éclairage (art. 69 et art. 55 du C. d. ch.).

La Ville a le droit de modifier à toute époque les types de brûleurs en usage pour l'éclairage public ; et l'exploitant adoptera les nouveaux types au fur et à

mesure des remplacements (art. 51 et 59 du C. d. ch.) Elle peut d'ailleurs enlever à la Société, ainsi qu'il a été dit précédemment, telle ou telle des attributions qu'elle lui confère pour l'éclairage public.

Le prix de vente aux particuliers, fixé à 20 centimes, y compris la surtaxe de 1 centime et demi, est susceptible d'abaissement dans deux hypothèses.

L'une, visée à l'article 22 du traité, est toute spéciale. On permet à la Société de consentir une réduction aux « abonnés remplissant certaines conditions, qu'elle aura stipulées d'accord avec la Ville ». Elle pourra notamment exiger une consommation minima, et n'abaisser le prix que pour telle ou telle saison de l'année. Les faveurs individuelles étant interdites, la diminution accordée doit profiter à tous « les abonnés exerçant la même industrie ou faisant le même emploi du gaz » qui rempliront les conditions demandées.

La seconde hypothèse, prévue par l'article 23, a une portée générale. L'abaissement graduel du prix de vente est subordonné aux résultats financiers de l'exploitation. Le Conseil municipal sera libre de le réaliser, par fractions d'un demi-centime au moins, toutes les fois que l'application préliminaire du tarif réduit aux comptes d'une année écoulée laissera à la Ville « un produit net supérieur à 20 millions », après déduction de la prime attribuée au régisseur.

La décision du Conseil municipal devra être sanc-

tionnée par un arrêté du Préfet ; et le dégrèvement commencera au 1^{er} juillet de l'année suivant celle qui aura donné les résultats favorables à l'abaissement.

Les réductions successives pourraient amener le prix du gaz au tarif municipal de 15 centimes. A partir de ce moment, les prix de vente seraient unifiés ; et le tarif unique serait encore susceptible d'abaissements graduels (art. 24).

Le cahier des charges, dans ses titres X à XV, détermine les droits et obligations des consommateurs et de la Société.

Les particuliers contractent un abonnement de trois mois au moins, et versent à la Société 5 francs par bec, à titre d' « avance sur consommation » (art. 73 et 93 du C. d. ch.). Cette somme, sous le régime ancien, était de 7 francs, et constituait un « dépôt de garantie ». L'appellation a été changée, parce que le dépôt, restant propriété du déposant, pouvait être l'objet de saisies et oppositions.

La distribution du gaz dans les immeubles s'effectue par l'intermédiaire de conduites montantes, reliées par des branchements à la canalisation et au compteur. La Société établit les branchements ; mais son monopole s'arrête là, comme celui de la Compagnie. L'installation de toute autre conduite intérieure, la fourniture du compteur peuvent être

faites par un tiers, sous le contrôle de la Société et de la Ville (art. 77, 82, 88 du C. d. ch.).

Les branchements « existant antérieurement à l'origine de la régie intéressée » étaient compris dans l'actif de la Compagnie, et sont devenus propriété municipale. Ils demeurent à la disposition des abonnés, moyennant un droit de location. Sous le nouveau régime, les branchements seront établis « aux frais des propriétaires », qui en feront l'acquisition d'après un tarif fixé chaque année par arrêté préfectoral, sur la base du prix de revient majoré de 10 o/o. Ceux qui appartiennent à la Ville pourront d'ailleurs être achetés dans les mêmes conditions. Lorsque les branchements à acquérir sont pris directement sur la canalisation de la voie publique, les locataires ont le droit de se substituer aux propriétaires (art. 77, 78, 100).

En résumé, le propriétaire a toujours la faculté d'acquérir les branchements, et de s'exonérer ainsi du droit de location. Il en a même l'obligation, pour ceux qu'il ferait établir ; afin de faciliter cet achat, l'article 103 prévoit que le paiement du prix pourra être opéré par cinq annuités, sous réserve d'un intérêt de 5 o/o et contre garantie hypothécaire. Cette dernière disposition s'applique aussi aux frais d'établissement des conduites montantes, que le régieur serait chargé d'installer pour le compte des consommateurs.

Les branchements acquis par les propriétaires sont entretenus gratuitement (art. 100 du C. d. ch.). La redevance autrefois perçue pour « frais d'entretien du branchement et du robinet extérieur » a semblé particulièrement critiquable ; elle n'a pas survécu à la Compagnie. Elle avait le double défaut de rémunérer un service fictivement rendu, et d'être régulièrement exigible, même si l'abonné ne consommait pas de gaz pendant une période de l'année. Le « droit de location » du branchement subsiste ; il comprend naturellement « l'entretien », quoique le mot ne figure plus dans la dénomination.

Le compteur donne toujours lieu au « droit de location et d'entretien », quand il est fourni par la Société, au « droit d'entretien simple », lorsqu'il appartient à l'abonné. Mais celui-ci a désormais le droit de vaquer lui-même à cette simple opération (art. 104). L'entretien devient donc gratuit pour le branchement, et facultatif pour le compteur. Voilà la première réforme relative aux « frais accessoires ».

La seconde résulte de la diminution des tarifs, qui assuraient à la Compagnie une recette brute de plus de 6 millions, et un bénéfice voisin de 2 millions. Les redevances maintenues sont réduites de moitié, pour ce qui concerne l'entretien, du tiers environ pour ce qui correspond à la location. Ainsi, d'après les articles 102 et 104 du cahier des charges, le petit consommateur qui louerait à la fois branchement et

compteur, aurait à payer par mois 2 fr. 05 (1,15 + 0,90) au lieu de 3 francs (1,50 + 1,50). Les compteurs pourront d'ailleurs être acquis par mensualités, en cinq années, moyennant une majoration de 50 o/o du nouveau droit « de location et d'entretien » (art. 104 § additionnel).

Les abonnés occupant un appartement d'un loyer inférieur à 500 francs, dans une maison où existeront une conduite montante et des branchements, continueront à jouir gratuitement du branchement et du compteur. Ils devront verser l'avance sur gaz, si leurs propriétaires ne prennent pas l'engagement de garantir le paiement des quantités consommées, jusqu'à concurrence du montant de celle-ci. L'exonération des frais accessoires n'est pas accordée pour les locaux affectés au commerce ou rattachés à une location principale (art. 105 et 106 du cahier des charges).

L'inexécution par la Société des obligations qu'elle assume, l'expose à la déchéance et à la résiliation du bail, ou détermine l'application de pénalités spéciales, dans certains cas.

Chaque contravention aux dispositions concernant les qualités du gaz, la canalisation, l'éclairage public, est passible d'une amende ou « retenue », tarifée au cahier des charges et prononcée par le Préfet. Les retenues, dont le taux a été généralement augmenté, sont imputées sur la rémunération de la Société ; elles

ne seront pas appliquées, si les faits qui les motivent proviennent du retard apporté à l'autorisation de travaux de premier établissement (art. 107 et 109 du C. d. ch.).

L'imparfaite épuration du gaz, l'excès d'oxyde de carbone, le défaut de pression donnent lieu à une amende particulière pour chaque jour où la convention est constatée. Le taux de la retenue s'élève, avec le nombre de jours où l'épuration est incomplète, avec l'augmentation de la teneur en oxyde de carbone, ou l'affaiblissement de la pression. Il peut croître ainsi de 100 à 1.000 francs, dans les conditions définies au cahier des charges (art. 111, 112, 114).

Chacune des nombreuses prescriptions relatives à l'éclairage public est sanctionnée par une amende. La Société encourt ainsi une pénalité toutes les fois qu'elle n'exécute pas ou tarde à exécuter l'une des opérations qui lui sont confiées, qu'elle néglige de se conformer à ses obligations générales, ou aux ordres de l'Administration. Par exemple, la retenue est de 1 franc par bec et demi-heure de retard dans l'allumage, de 2 fr. 50 par jour de retard dans l'exécution d'un ordre de service, etc. (art. 110 du C. d. ch.).

Tout en appliquant la retenue, la Ville a le droit de pourvoir d'office, et aux frais de la Société défailtante, aux besoins de l'éclairage public (art. 72).

L'insuffisance du pouvoir éclairant peut motiver

le remboursement par la Société d'une partie de ses recettes. Les vérifications quotidiennes du pouvoir éclairant permettent de calculer une moyenne mensuelle que l'on compare au type du cahier des charges. L'excès ou le déficit constaté est reporté sur le mois suivant, au profit ou au détriment de la Société, en vue d'une compensation éventuelle. A la fin de chaque trimestre, le compte est réglé ; quand le solde final est à sa charge, la Société rembourse à la Ville une somme représentant le déficit de pouvoir éclairant sur la consommation du service municipal. Cette somme est doublée pour chacun des derniers trimestres de l'année, lorsque les comptes des deux premiers ont eu déjà un solde déficitaire (art. 20 et 21 du C. d. ch.).

La compensation ne serait plus autorisée, hormis le cas de force majeure, si le déficit dépassait 10 o/o pendant dix jours de suite, ou quinze jours non continus dans le mois. La constatation de ce déficit donnerait lieu à des expériences contradictoires, et à l'intervention d'un tiers expert, s'il y avait désaccord. L'indemnité due par la Société serait d'ailleurs quintuplée (art. 22 à 25 du C. d. ch.).

En outre, l'abonné aurait droit au remboursement de sa dépense de gaz, dans la mesure de l'insuffisance du pouvoir éclairant. Ce remboursement serait effectué par voie de déduction sur la facture qui suivrait la publication trimestrielle du résultat

des procès-verbaux de vérification ; ceux-ci font seuls en effet, et de condition expresse, la loi des parties (art. 26, 30, 99 du C . d. ch).

Le cahier des charges étend la portée des dispositions précédentes au pouvoir calorifique. Les remboursements à faire à la Ville et aux particuliers seront établis séparément pour chaque espèce de déficits ; des deux sommes ainsi obtenues, la Société paiera la plus élevée (art. 31, *bis*, *ter* du. C. d. ch.).

La sanction générale des obligations de l'exploitant est la rupture du traité ; elle s'applique à l'ensemble des engagements pris par lui, tant dans l'intérêt de la Ville que dans celui des consommateurs ou du personnel. La convention distingue de la déchéance (art. 35) la résiliation du contrat (art. 36).

La déchéance suppose la défaillance de la Société. Si, « pour une cause quelconque, elle cesse totalement ou partiellement l'exploitation », un arrêté préfectoral peut ordonner la mise en régie provisoire. A cet effet, la Ville « entre en possession immédiate de tout l'actif mobilier et immobilier », tel qu'il se comporte à la date de l'arrêté, y compris les approvisionnements et objets en magasin.

Elle pourvoit aux besoins de la consommation publique et privée par tels moyens qu'elle juge convenables, sous réserve de « recourir contre la Société pour tous les préjudices que lui causerait cette gestion ».

La Société jouit d'un délai de trois mois pour reprendre l'exploitation; si elle n'est pas en état de le faire, sa déchéance est prononcée par arrêté préfectoral, à l'expiration du délai. La cessation partielle du service n'est susceptible d'entraîner la dépossession de l'exploitant, qu'à condition de porter sur le dixième des voies canalisées, pendant quarante-huit heures.

L'inexécution par la Société des clauses et conditions énoncées au traité et au cahier des charges provoque la résiliation du contrat. Une mise en demeure lui est d'abord adressée par acte extrajudiciaire; si elle n'y défère pas dans le délai fixé, un arrêté du Préfet peut prononcer la résiliation. La Ville entre en possession de l'actif, immédiatement et à titre définitif (1), sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient lui être alloués.

Le paragraphe final de l'article 36 indique un motif de résiliation dans une formule singulièrement large et compréhensive : c'est la constatation par les services de contrôle que la régie n'est pas administrée « conformément à l'intention commune des parties au moment de la rédaction du contrat » ; et la convention a pour objet, « dans l'intention commune des parties », d'assurer la distribution du gaz « au mieux des intérêts généraux parisiens » (2). Il faudrait

1. Sauf recours contentieux.

2. Préambule de la convention.

toutefois que le Préfet eût auparavant refusé, pour cette cause, son approbation « aux comptes annuels présentés par la Société ».

Enfin la résiliation est possible, si la Société est en faillite ou en liquidation judiciaire, sans qu'il soit besoin d'avertissement préalable (art. 37).

Ainsi la Ville a la faculté de rompre elle-même le traité, si l'exploitant en assure mal l'exécution. Mais elle ne possède pas un droit arbitraire et discrétionnaire ; elle encourrait une responsabilité très grave si elle usait à tort du pouvoir spécial qui lui est conféré. La jurisprudence applique en effet les règles ordinaires du Code civil (art. 1794) à l'évaluation de l'indemnité que l'exploitant reçoit pour éviction injustifiée ; et elle reconnaît même au juge le droit d'annuler la déchéance.

CHAPITRE III

Les rapports financiers de la Ville et de la Société

La détermination des avantages financiers attribués à la Société est une question essentielle dans l'organisation du régime du gaz. Elle domine tout le système élaboré, dont elle peut compromettre ou garantir la valeur pratique. Si le régisseur n'était pas suffisamment intéressé aux résultats de l'entreprise, sa gestion témoignerait bientôt d'un zèle modéré, d'une initiative défailante ; et la Ville supporterait en fait les inconvénients d'une régie directe, sans profiter de ses avantages.

La rémunération de la Société dépend, dans une certaine mesure, de l'importance des bénéfices nets réalisés ; et le traité fixe d'abord les conditions dans lesquelles seront calculés ces bénéfices.

Le compte général de l'exploitation comprendra

une partie des dépenses de premier établissement, pour 2 millions au moins et jusqu'à concurrence de 4 millions (art. 10, 18, 19) (1). Parmi les autres dépenses figureront les impositions et taxes payées par la Ville propriétaire, ainsi que la patente et autres contributions incombant à la Société, sauf les impôts afférents aux actions (art. 15 et 46).

Les charges financières de l'exploitation sont inscrites à un compte spécial annexe. Ce sont les annuités d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt de 100 millions, destiné à couvrir les frais des réformes anticipées, et de l'emprunt de 105 millions, consacré à l'acquisition de l'actif. L'un, amortissable en trente-cinq ans, entraîne une dépense annuelle de 5 millions ; l'autre, amortissable en cinquante ans, exige une annuité de 4 millions et demi environ. A ces charges initiales s'ajoutera le service des emprunts que la Ville contractera pour les travaux d'établissement, pendant la durée de la régie, et qui seront amortis en vingt années depuis la date de leur émission (art. 26).

En outre, la Société est autorisée à porter au même compte une somme fixe de 100.000 francs par an, à titre d'indemnité pour son cautionnement de 5 millions. Celui-ci est en effet constitué en rentes sur l'Etat, en obligations de chemins de fer ou de la Ville de Paris ; comme le capital social doit être rémunéré à

1. Voir pages 84 et 85.

5 o/o d'une manière générale, l'allocation forfaitaire intervient pour porter à ce taux l'intérêt du capital formant le cautionnement (art. 6 et 7).

Enfin la constitution du fonds de réserve légal de la Société est considérée comme une charge financière de l'exploitation ; et l'on inscrit au compte spécial une somme égale au vingtième « des rémunérations annuelles de la Société » (art. 26-4°).

Les bénéfices nets, qui apparaissent après imputation de ces charges diverses, subissent en faveur de l'exploitant deux prélèvements distincts, l'un fixe, l'autre variable (art. 27).

La Société reçoit d'abord l'intérêt à 5 o/o du capital affecté au fonds de roulement de 25 millions, soit 1.250.000 francs. La partie du capital formant le cautionnement déposé à la Caisse municipale reçoit un intérêt équivalent, grâce à l'appoint de 100.000 fr. fourni par le compte des charges financières.

Toutes les fois que les conditions requises pour l'abaissement du prix du gaz (1) seront remplies, la Société aura droit à une allocation supplémentaire de 150.000 francs. Le dividende des actionnaires augmentera donc de 1/2 o/o quand le prix du gaz pourra être réduit d'un demi-centime. La Ville paiera d'ailleurs une prime de gestion, alors même qu'elle ne diminuerait pas effectivement le prix du gaz, et pour chaque possibilité nouvelle d'abaissement.

1. Voir page 98.

Les rémunérations complémentaires, une fois attribuées à la Société, lui demeureront acquises par la suite, quels que soient les résultats de l'exploitation, pourvu que les bénéfices nets revenant à la Ville restent égaux ou supérieurs à 16 millions. Mais la Société n'y aurait plus droit s'ils devenaient inférieurs à ce chiffre ; tant qu'elle ne réaliserait pas de nouveau les conditions exigées pour l'allocation des primes, elle ne recevrait plus que la rémunération fixe. Enfin celle-ci serait calculée au taux de 4 o/o seulement, si les bénéfices nets tombaient au-dessous de 14 millions, et pour le temps où ils ne dépasseraient pas cette limite.

La diminution des rémunérations aura lieu, « quelle que soit la cause » de l'abaissement des bénéfices nets. Les attributions de primes et leur suppression, les modifications du taux d'intérêt, seront appliquées, dans toute hypothèse, à partir du 1^{er} juillet de l'année suivant celle dont les bénéfices nets atteindraient l'un des chiffres déterminés au traité d'une façon expresse ou implicite.

La convention n'indique pas exactement le point de départ du partage des bénéfices entre l'exploitant et la Ville. D'après ses termes, la rémunération complémentaire doit jouer lorsque l'importance des bénéfices nets d'une année permettra d'abaisser à l'avenir le prix du gaz. Il est facile toutefois d'éva-

luer approximativement le chiffre des bénéfices au-dessus duquel la prime est attribuée.

Les conditions préalables à la diminution du prix du gaz ont été définies par l'article 23. Elles comportent :

1° L'exigence d'un bénéfice minimum de 20 millions pour la Ville ;
soit 20.000.000 fr.

2° La possibilité de réduire d'un demi-centime le prix du gaz pour la consommation privée ; en supposant que celle-ci atteigne 340 millions de mètres cubes, le dégrèvement serait évalué à 1.700.000 fr.

3° L'obligation d'allouer la prime au régisseur, soit. 150.000 fr.

Le total, soit. 21.850.000 fr.
qu'on peut arrondir à 22 millions, représente le chiffre-limite, le palier cherché.

Lorsque le service du gaz aura produit un bénéfice net de 22 millions environ, on procédera dans l'avenir à une répartition des bénéfices excédant le minimum de 20 millions. Sur 2 millions de bénéfices supplémentaires, l'exploitant recevra 150.000 francs ; il aura droit ainsi à une participation de $7\frac{1}{2}$ 0/0. Le surplus reviendra aux consommateurs, ou à la Ville, suivant que le prix du gaz sera abaissé ou maintenu.

En fait, la quotité du prélèvement attribué au régisseur variera entre 7 et 8 o/o. Les primes nouvelles qui seront successivement accordées s'ajouteront purement et simplement à l'allocation primitive tandis que les dégrèvements, cumulés par demi-centime, porteront sur une consommation croissante. Le taux de participation s'abaissera donc vers 7 o/o, et paraît assez faible. En résumé, la collectivité, Ville ou consommateurs, s'est réservée plus des neuf dixièmes des bénéfices supérieurs à 20 millions.

L'examen des conditions du partage des bénéfices ne suffit pas cependant à indiquer dans quelle mesure le régisseur est intéressé aux résultats de l'entreprise. Il faut aussi considérer la répercussion des primes sur le dividende. Or chaque allocation complémentaire provoque une hausse de $1/2$ o/o, encore appréciable. D'après les tableaux de prévision, établis sur un prix de revient global de 9 centimes 3, la rémunération du capital de la Société s'élèverait progressivement jusqu'à 7 $1/2$ o/o dans les dernières années, tandis que le prix du gaz serait abaissé à 17 centimes et demi. Le budget municipal recevrait annuellement 22 à 24 millions.

La Société remettra à la Ville en fin d'année un acompte sur le montant des bénéfices nets réalisés. Elle doit acquitter le solde, le 20 mars, au plus tard, de l'année suivante, sous peine d'amende ou de résiliation (art. 28). Elle n'a pas d'autres versements à

effectuer. Le droit d'octroi sur le gaz est supprimé, ainsi que la redevance pour occupation du sous-sol. Les usines constituent d'ailleurs des entrepôts réels, comme auparavant, et les taxes d'octroi ne s'appliquent qu'aux matières de fabrication ou aux divers sous-produits qui seraient livrés à la consommation locale (Titre II du C. d. ch.)

Les dépenses afférentes à la consommation de gaz pour le service municipal, les frais divers pour l'éclairage public (entretien, travaux, etc.) continuent à figurer au budget de la Ville. Afin de sauvegarder complètement l'autonomie financière de la régie, la Ville paiera même intégralement tous les frais d'alumage et d'entretien des réverbères. Auparavant la Compagnie recevait à ce titre une somme forfaitaire par lanterne et par jour (1) représentant 1 million 700.000 francs ; comme cette rémunération ne suffisait pas à l'indemniser de ses dépenses effectives, la Compagnie portait la différence, 1.200.000 francs environ, au compte d'exploitation, parmi les charges municipales. Il n'y aura plus lieu désormais d'opérer cette ventilation.

Une autre innovation, particulièrement intéressante, est la suppression de l'amortissement du capital de la Société. Si le traité l'avait prévu et organisé,

1. Somme fixée à 4 centimes par appareil et par jour (art. 33 du traité de 1870).

on pouvait craindre que le régisseur ne devint trop indépendant, au fur et à mesure que son capital serait remboursé. D'année en année, la Ville aurait vu diminuer sa garantie de la bonne gestion du service et surtout de la bonne conservation de l'actif. Son intérêt s'opposait donc à l'adoption de la pratique ordinaire.

On ajoutait que l'amortissement du capital serait inutile, sous le régime nouveau.

L'actif d'établissement appartenait à la Ville ; les dépenses afférentes aux installations nouvelles, aux acquisitions de matériel, donneraient lieu à l'émission d'emprunts municipaux, lorsqu'elles ne seraient pas immédiatement soldées sur le compte d'exploitation ; et celui-ci pourvoirait à l'amortissement des dettes incombant à la Ville, par suite de l'acquisition et de l'extension de l'actif. La Société assumait d'autre part l'obligation d'entretenir constamment en bon état, et sous le contrôle de la Ville, l'actif dont elle avait la jouissance. Le cahier des charges stipulait encore qu'il serait dressé contradictoirement inventaire de l'actif deux ans avant le terme normal du traité ou la date d'une résiliation amiable ; l'exploitant serait tenu d'exécuter tous les travaux nécessaires pour faire disparaître les défauts d'entretien ou défauts constatés à l'inventaire (art. 44 du C. d. ch.). En fin de concession, la Ville

retrouverait donc un actif qui aurait conservé sa pleine valeur.

Ainsi, aucune nécessité industrielle ne commandait d'amortir le capital de la Société, qui avait une destination bien définie : une partie formait le cautionnement, qui serait restitué tel quel ; l'autre partie était affectée au fonds de roulement, fonds d'avances représenté, au cours de l'exploitation, par des comptes créditeurs et des approvisionnements sans cesse renouvelés. A l'expiration du traité, la Ville solderait les comptes et reprendrait les approvisionnements au prix de revient, pour les matières achetées, au prix d'estimation pour les autres. Le capital de la Société serait remboursé intégralement, à l'aléa près de quelques variations de prix des sous-produits fabriqués. Il serait d'ailleurs accru du fonds de réserve, constitué par le prélèvement sur le compte d'exploitation d'une somme totale de deux millions environ en vingt années.

Une seule condition, précisément conforme aux intérêts de la Ville, suffisait à assurer la Société d'une liquidation facile : c'était que sa gestion parfaite eût enlevé à la Ville tout prétexte de lui opposer des créances en compensation.

En effet, d'après les termes du traité, la Ville prendra immédiatement possession de tout l'actif, y compris les approvisionnements et les capitaux disponibles, dès que la Société cessera d'exploiter, pour

quelque cause que ce soit. Mais elle ne restituera le cautionnement et ne versera le prix des matières et objets en magasin qu'après inventaire et apurement des comptes constatant l'absence de créance à recouvrer. Elle aurait le droit d'imputer ses créances sur le cautionnement, et subsidiairement sur la valeur des approvisionnements (art. 40 et 41).

L'inexécution de travaux d'entretien pourrait évidemment motiver une demande en indemnité de la Ville. Le traité mentionne expressément l'excès ou l'insuffisance des approvisionnements, et l'accumulation des sous-produits en magasin (art. 40 § 3), la négligence à conclure des marchés pendant les deux dernières années de l'exploitation (art. 44 § 3). A défaut de règlement amiable, la Ville ne se libère qu'après qu'il a été statué définitivement sur ses prétentions.

Elle jouit toujours d'un délai de trois mois pour opérer les versements. Ce délai est même porté à une année, lorsque l'exploitation cesse pour une cause anormale : déchéance de la Société, résiliation du traité provoquée par la faillite de l'exploitant, ou l'inexécution des conditions. Au cas de déchéance, la Ville ne restitue pas le cautionnement, quoique le montant de ses créances continue à se compenser avec lui (art. 42).

Les règles générales de la reprise de l'actif et des approvisionnements donnent théoriquement toute

sécurité à la Ville pour l'exercice de ses droits éventuels. Mais il semble qu'à l'occasion elles ne fonctionneraient pas avec une régularité absolue. On peut supposer, par exemple, que la Société refuse de se dessaisir de ses fonds disponibles, qu'elle soulève un litige et qu'un texte en apparence clair reçoive une interprétation inattendue. La garantie, si habilement imaginée, deviendrait vite illusoire.

Peut-être aurait-il mieux valu amortir les actions, au moyen d'un compte spécial de capitalisation. Cette méthode permet d'ajourner le remboursement du capital au jour de la dissolution de la Société ; les annuités d'amortissement ne sont pas immédiatement distribuées, mais versées à un compte spécial où elles se capitalisent à intérêts composés. Sans doute la Ville aurait dû consentir, de ce chef, un nouveau prélèvement sur les bénéfices, sauf modification du taux d'intérêt ; mais en exigeant le dépôt à la Caisse municipale des sommes affectées à l'amortissement, elle aurait obtenu une garantie réelle, et plus efficace.

CHAPITRE IV

Le personnel

La nouvelle convention consacre un chapitre spécial à la situation du personnel, que l'ancien traité de concession n'avait pas réglementée : aux époques de ses rédactions successives, en 1870 comme en 1855, la législation du travail était rudimentaire ; les questions sociales faisaient seulement l'objet de controverses doctrinales, de théories générales ; et l'on mettait à l'essai divers systèmes, par des expériences isolées. Le mouvement social ne s'était pas encore développé sous l'influence des conditions économiques et légales, ni orienté dans une voie praticable, sinon définitive.

Mais l'évolution poursuivie au cours d'un demi-siècle avait conduit la Compagnie concessionnaire à améliorer la situation de son personnel. En 1859, elle instituait pour le personnel fixe (employés ; ou-

vriers du service de l'éclairage) une Caisse de retraites qui fonctionna à partir de 1881 ; en 1893, elle créait une autre Caisse au profit des ouvriers. Les pensions accordées étaient mises à la charge de l'exploitation jusqu'à la fin de l'année 1905 ; ensuite elles devaient être imputées sur le fonds de réserve de chaque Caisse, formé au moyen de prélèvements annuels sur le compte d'exploitation. Le capital ainsi constitué atteignait à la fin de 1905 plus de 20 millions, dont 17 environ pour la Caisse du personnel fixe. La Compagnie n'opérait aucune retenue sur les traitements et salaires ; elle accordait les pensions et administrait les Caisses d'une façon souveraine.

D'après ses règlements, la pension de retraite pouvait être attribuée aux employés et ouvriers ayant cinquante-cinq ans d'âge et vingt-cinq ans de services, sauf dispense des conditions requises pour ceux qui auraient contracté des infirmités dans l'exercice de leurs fonctions. Pour le personnel fixe, la pension était égale à la moitié du traitement moyen des six dernières années, pour vingt-cinq ans de services ; et s'accroissait d'un centième de ce traitement pour chaque année en sus, sans jamais en dépasser les deux tiers. Pour les ouvriers, le taux forfaitaire de la pension tenait compte du nombre des années de services ; depuis 1897, il était de 600, 700 ou 800 francs après vingt-cinq, trente ou trente-cinq années de services. Les veuves, mariées depuis dix

ans, ou, à leur défaut, les enfants mineurs des employés et ouvriers recevaient le tiers de la pension.

Une Caisse de prévoyance fut créée en 1892 pour assurer au personnel, en cas de maladie, le service médical et le paiement de la demi-solde pendant deux mois ; elle allouait aussi des indemnités funéraires, des secours temporaires à la famille du défunt ; elle distribuait parfois des compléments de solde pendant la durée de la maladie. La Caisse était alimentée par une retenue de 10/o sur tous les appointements et salaires, et par les subventions de la Compagnie.

Celle-ci accordait en outre, à titre de gratification, un mois double au personnel fixe, une part de 20/o dans les bénéfices aux ouvriers, ainsi que des bons de coke.

L'attribution de ces divers avantages, l'institution de Caisses patronales, ne pouvait suffire cependant au personnel gazier qui demandait des améliorations nouvelles. D'une façon générale, il voulait obtenir la reconnaissance de droits véritables et certains, au lieu de continuer à recueillir le bénéfice de concessions gracieuses. Il réclamait d'autre part le commissionnement des ouvriers qui demeuraient toujours à l'état de personnel variable, l'octroi de jours de congé, l'augmentation des allocations en cas de maladie, la révision du système de retraites, etc.

Vers 1898, la Ville de Paris abandonnait sur sa part de bénéfices une somme annuelle de trois cent mille francs, qui fut complétée par un versement égal de la Compagnie, et servit à améliorer les salaires et les retraites. Puis le Conseil municipal intervint pour que la Compagnie reprit les ouvriers licenciés à la suite de la grève de 1899 ; ses efforts furent d'ailleurs inutiles. Mais l'échéance prochaine de la concession allait lui permettre de réaliser les désirs et de sauvegarder les intérêts du personnel gazier, en réglemant son nouvel état sous le régime futur.

La Ville de Paris avait déjà inséré des clauses ouvrières dans la convention d'affermage du Métropolitain, avant même que le décret du 10 août 1899 eût donné aux communes la faculté de fixer à leurs concessionnaires une durée maxima du travail, et un salaire minimum, dans les limites « normales » et « courantes ». Elle s'était inspirée des indications de ce décret pour les concessions de tramways postérieures à 1899. Dans leur ensemble, les stipulations de ces différents traités assuraient au personnel le salaire minimum de 5 francs, la journée de dix heures, le commissionnement après deux ans de services, un congé annuel et un repos périodique, le paiement de la solde entière pendant trois mois, ou un an, de maladie, la constitution de retraites au moyen de livrets individuels où seraient portés les

retenues sur les salaires (2 o/o) et les versements du concessionnaire (6 o/o).

Toutes ces clauses figurent dans le traité relatif au Métropolitain ; les autres conventions n'ont pas adopté un type uniforme et contiennent seulement la plupart des stipulations énumérées (1). La Ville de Paris pouvait assurément rédiger la charte promise au personnel gazier sur un modèle semblable, en y apportant au besoin tous les perfectionnements nécessaires à l'attribution d'avantages nouveaux, et les remaniements susceptibles de garantir le plein exercice des droits qu'elle protégeait.

Elle devait suivre pourtant une méthode différente. Les propositions au Conseil municipal, les revendications du personnel gazier, préconisaient une autre solution, plus large et plus logique. Les réformes demandées se résumaient et cristallisaient en une formule, d'apparence limpide, l'assimilation du personnel gazier au personnel municipal.

L'idée semblait raisonnable d'étendre aux ouvriers et employés d'un service public concédé le statut applicable au personnel que la Ville emploie directement. N'était-il pas conforme au progrès d'unifier, par étapes successives, la condition de tous les travailleurs au service de la collectivité communale ? Si la Ville dirigeait elle-même l'exploitation, l'assimila-

1. Voir les thèses de MM. Révérard et Mossé.

tion serait d'ailleurs inévitable ; et si les circonstances amenaient la conclusion d'un nouveau traité, elle se présenterait légitimement comme une mesure prévoyante, d'ordre conservatoire, pour ainsi dire, une opération préliminaire à l'établissement de la régie future.

La propagande en faveur de l'assimilation était soutenue par la puissante Fédération du personnel gazier, organe principal des revendications corporatives. Les ouvriers, dont le nombre, variable suivant les saisons, atteint une moyenne de 5.000, avaient en effet constitué en 1892 le Syndicat des Travailleurs du gaz, qui compte plus de 4.000 adhérents. Les allumeurs, qui font partie du personnel fixe, avaient fondé en 1899 un syndicat comprenant 900 membres environ, soit presque tous les intéressés. Parmi les 3.000 employés commissionnés, une fraction formait enfin « l'Union syndicale », et constituait avec les deux groupes précédents « la Fédération du personnel gazier » ; une partie des autres adhéraient encore en 1903 à un syndicat « jaune », l'Union corporative, également favorable à l'assimilation.

La tactique syndicale paraît s'être exclusivement inspirée de la défense des intérêts professionnels ; elle a poursuivi l'assimilation, pour rehausser la situation matérielle et morale du personnel ; elle n'a pas été hantée, du moins à l'origine, par la perspective

de la régie, ni dirigée par la considération générale de préparer les voies au collectivisme, de contribuer à la réalisation d'un programme économique et social. Le personnel donna son appui au projet Chamon, et au projet dit américain, car leurs auteurs prenaient l'engagement de satisfaire à ses revendications.

Le premier projet, que la Chambre rejeta, abaissait le prix du gaz à 20 centimes dès 1902, et prévoyait en même temps l'assimilation du personnel, qui commencerait en 1902 pour une moitié, en 1904 pour l'autre moitié. La Société devait reprendre tous les ouvriers et employés de la Compagnie, et leur assurer « un régime au moins équivalent à celui du personnel similaire de la Ville » (art. 61). La rédaction du texte sauvegardait ainsi les situations acquises qui seraient supérieures aux situations analogues du personnel de la Ville, et prescrivait l'assimilation lorsqu'elle serait avantageuse au personnel gazier. Un dixième des bénéfices (1) était en outre réparti entre les ouvriers et employés dont le salaire ne dépasserait pas 4.000 francs par an.

On estimait en 1902 que l'assimilation entraînerait une dépense de 1 million et demi à 2 millions. Le projet de 1903 y affectait une somme forfaitaire de 2.800.000 francs, mais supprimait la participation

1. Voir page 26.

aux bénéfécies. Il spécifiait que l'assimilation aurait lieu, dès 1903, « dans les mêmes conditions que si la Ville exploitait en régie », stipulait le respect des droits acquis, fixait un salaire minimum de 5 francs par jour. Une Commission mixte appliquerait dans leurs détails les principes posés, déterminerait les catégories similaires et les classes, les conditions du travail, les règles de l'avancement, etc. : elle comprendrait les représentants de la Ville, de la Compagnie et du personnel ; chaque partie représentée aurait droit à une voix délibérative.

Le projet eut le patronage de la Fédération syndicale qui, désirant le voir aboutir, dénonçait toute proposition de régie directe comme « une manœuvre réactionnaire au profit de la Compagnie » dans une lettre adressée aux membres du Conseil municipal le 15 juin 1903 (1). Trois ans plus tard, une affiche comminatoire annonçait aux Parisiens que le personnel gazier, réuni le 5 novembre 1906, « acclamait une fois de plus la régie directe », et « repoussait » le rapport organisant la régie intéressée. L'opinion syndicale s'était modifiée, car la Ville avait, dans l'intervalle, opéré elle-même l'assimilation anticipée.

En effet le Conseil municipal rejetait, le 3 juillet 1903, le dernier projet d'affermage, se prononçait

1. Séance du 7 mars 1904., *Bull. mun. off.*, p. 942.

pour la régie directe et décidait de consacrer annuellement une somme de 2.800.000 francs à l'assimilation immédiate du personnel. Il ne voulait pas différer plus longtemps l'accomplissement des promesses faites aux ouvriers et employés de la Compagnie, alors que les consommateurs bénéficiaient depuis 1903 d'un dégrèvement de prix. La Ville contracterait directement l'emprunt destiné à couvrir les frais des réformes anticipées, au lieu de charger le concessionnaire futur de son émission. Cet emprunt de 100 millions fut autorisé par la loi du 10 avril 1904 ; 90 millions environ furent employés dans l'intérêt des consommateurs, et 8.400.000 francs attribués au personnel de la Compagnie, pendant les années 1903, 1904 et 1905.

La mise en pratique de la formule adoptée ne laissa pas de soulever quelques difficultés. Que signifiait exactement le terme « assimilation » ? Quelle interprétation convenait-il de lui donner ?

Tout d'abord, il comprenait évidemment l'application au personnel de la Compagnie des règles générales qui président au travail et au repos du personnel municipal.

Or les employés de la Préfecture de la Seine ont un congé annuel d'un mois, et conservent, en cas de maladie, leur traitement complet pendant un an au moins. Le paiement de leurs pensions de retraite est effectué par une Caisse spéciale qui prélève 5, 50 o/o

de leurs appointements et la retenue du premier mois sur toute augmentation. Les derniers statuts de cette Caisse ont été approuvés par un décret du 1^{er} juillet 1897.

Les employés ont droit à pension, à l'âge de soixante ans, et après trente ans de services ; sans condition d'âge, et après dix ans de services, s'ils ont contracté des infirmités graves ; sans condition aucune, s'ils ont été victimes d'un accident dans l'exercice de leurs fonctions. Dans les conditions ordinaires, la pension est égale à la moitié du traitement des trois dernières années ; elle s'accroît du quarantième de ce traitement, pour chaque année de services en sus des trente premières, sans pouvoir en dépasser les deux tiers ni excéder 6.000 francs.

La veuve, mariée depuis cinq ans au moins, a droit au tiers de la pension du mari, et reçoit 5 o/o du montant de celle-ci pour chaque enfant au-dessous de dix-huit ans. A son défaut, les enfants ont droit chacun à 10 o/o de la pension. La veuve ou les enfants ensemble ne peuvent recevoir plus de la moitié de la pension de l'employé, ni moins de cent francs.

Après l'analyse sommaire des dispositions applicables aux employés, voici les règles concernant les ouvriers municipaux.

Ils ont la journée de dix heures, et un jour de repos payé par quinzaine, indépendamment des jours

de fêtes légales. S'ils sont victimes d'un accident dans le service, ils reçoivent leur salaire entier jusqu'à complète guérison ; ils le reçoivent également, en cas de maladie, pendant un an ; au delà, on peut leur allouer tout ou partie du salaire, ou leur accorder une retraite anticipée. Titulaires après un an de services, ils ont alors droit à un congé annuel que la délibération du 13 avril 1906 a porté de dix à douze jours ; s'ils sont appelés à faire une période d'instruction militaire, le paiement du salaire entier leur est continué. (Règlement du 14 novembre 1895.)

La Ville verse à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au nom de chaque ouvrier titulaire et à capital aliéné, le montant d'une retenue de 4 o/o sur le salaire, et d'une subvention de 0 fr. 25 par jour. D'après les règles de la Caisse, le service d'une rente viagère, égale à 1.200 francs au maximum, est fait aux déposants, à partir de cinquante ans d'âge, au plus tôt, ou de soixante-cinq ans, au plus tard, sauf anticipation s'ils sont atteints d'infirmités ou blessures graves. Tout versement opéré pendant le mariage profite obligatoirement à chaque conjoint par moitié, et, si l'un d'eux décède, sa rente n'est pas réversible sur le survivant.

Mais la Ville alloue à l'ouvrier veuf retraité un secours égal à la rente revenant à sa femme, et peut ainsi élever sa pension au chiffre maximum de 1.200 fr. Elle attribue des secours annuels à la veuve qui a

moins de cinquante ans, et complète ensuite sa rente personnelle jusqu'à concurrence de la moitié de la pension revenant au mari. Enfin elle alloue à chacun des enfants, si la mère ne peut recevoir pension, le dixième de la pension du père, sans que le total des secours en puisse dépasser la moitié. Elle bonifie les retraites liquidées par anticipation. (Règlement du 19 juin 1899.)

En résumé, les ouvriers de la Compagnie du gaz avaient droit, du fait de l'assimilation, à deux jours de repos payés par mois, et au congé annuel de dix jours ; les employés, au congé d'un mois. La situation du personnel, en cas de maladie, était améliorée. Le régime municipal des retraites ne pouvait s'appliquer immédiatement d'une façon absolue, car certaines conditions accordées par la Compagnie étaient plus favorables (absence de retenue : âge et durée des services pour les employés). Il fallait donc établir un régime transitoire, afin de respecter le principe du maintien des droits acquis. En vertu de ce même principe, les gratifications de la Compagnie subsisteraient temporairement, si la Ville n'augmentait pas la rémunération du personnel.

Mais, comme le second objet de l'assimilation — sinon le premier — était, dans l'intention commune du Conseil municipal et du personnel, le relèvement des traitements et salaires, la question du cumul allait se poser et compliquer l'opération entreprise.

Le personnel gazier, qui recevrait des appointements équivalents à ceux du personnel municipal, continuerait-il à bénéficier d'avantages supplémentaires ? S'il devait en être ainsi, les ouvriers et employés de la Ville auraient quelque raison de réclamer à leur tour l'assimilation... aux gaziers. Le respect des droits acquis, clause de sauvegarde, ne pouvait servir de prétexte à l'octroi de privilèges injustifiés. Il semblait alors légitime de supprimer les gratifications de la Compagnie, si l'augmentation accordée leur était égale ou supérieure, et de les réduire, dans le cas contraire. Ce serait là une répercussion inattendue de l'assimilation, qui comportait déjà en elle-même d'autres surprises.

Il ne s'agissait pas en effet de relever les traitements ou salaires par appréciation directe, en choisissant au besoin des éléments de comparaison. Le terme « assimilation » s'opposait à l'adoption de pareille méthode. Il convenait de découvrir dans les services de la Ville les emplois « similaires » à ceux de l'exploitation gazière, et de transposer dans celle-ci les dénominations et les rémunérations afférentes.

Or la Compagnie avait réparti son personnel ouvrier en catégories extrêmement variées, auxquelles correspondaient des salaires différents ; et pour chaque nature d'emploi, le taux de rémunération se modifiait encore suivant l'échelle des classes. La Ville avait d'ailleurs appliqué un système semblable

à son personnel, et n'avait pas songé à « assimiler » les diverses catégories qu'il comprenait. On fut amené à reconnaître qu'un grand nombre d'ouvriers spécialisés de la Compagnie n'avaient pas de catégories similaires dans le personnel municipal. Aussi les tableaux d'assimilation ne furent-ils établis définitivement qu'après des essais et des remaniements successifs.

D'importantes catégories profitèrent d'une assimilation avantageuse, notamment celles qui furent identifiées aux ouvriers de l'atelier central des eaux. Au contraire, les hasards de l'assimilation procuraient à d'autres une infime augmentation ; ce fut le cas, par exemple, des ouvriers occupés par la Compagnie au salaire de 5 francs, mais qui recevaient en sus les gratifications ordinaires (2 o/o (1), coke). Comme ils risquaient de perdre, à partir de 1906, le bénéfice de ces gratifications, on adopta comme nouvelle base d'assimilation le chiffre de la rémunération totale payée par la Compagnie, et l'on rechercha ensuite des analogies, proches ou lointaines, entre leurs fonctions et celles d'ouvriers municipaux, salariés à un taux équivalent. On aboutit ainsi à des assimilations fantaisistes, comme celle de palefrenier à paveur d'architecture. Certaines catégories ne purent être assimilées (allumeurs, chauffeurs de

1. Représentant, en 1903, 0 fr. 34 par jour.

la distillation), et leur situation fut améliorée directement. Le personnel supérieur conserva ses droits acquis.

Les employés et agents de la Compagnie furent assimilés au personnel de la Préfecture de la Seine. Conformément aux revendications syndicales, on les distribua dans les différentes classes d'après leur ancienneté. Après avoir calculé le temps moyen que l'on met dans les services de la Ville à parcourir les degrés successifs de la hiérarchie, on accorda à chaque intéressé la classe correspondant à son ancienneté de services à la Compagnie, quel que fût son traitement actuel. Ce système permettait d'appliquer très simplement le principe de « l'équivalence de classe » et donnait un avancement sensible à la grande majorité des employés de la Compagnie. La Commission administrative, chargée par le Préfet de préparer le travail d'assimilation, avait en vain proposé de faire une place au classement hiérarchique.

La répartition des ouvriers dans les diverses classes de leurs catégories d'assimilation s'inspira également de la même méthode d'avancement à l'ancienneté, qui n'est pas pratiquée dans les services de la Ville d'une façon exclusive.

Telles furent les bases que le Conseil municipal adopta dans sa délibération du 16 juillet 1904. Il n'apporta ensuite que des modifications de détail à

la nomenclature contenue dans « les cahiers d'assimilation » du personnel.

Pendant les trois années d'anticipation sur le régime futur, la Ville alloua des appointements supplémentaires aux employés ou ouvriers dont les traitements ou salaires actuels étaient inférieurs à ceux déterminés par l'assimilation. Le personnel cumulait d'ailleurs les augmentations payées par la Ville avec les gratifications ordinaires de la Compagnie (mois double, ou 20/0 des bénéfices). En outre, tous les ouvriers reçurent chaque année le montant de trente-quatre journées de travail, en paiement du congé annuel et des deux jours de repos par mois, auxquels ont droit les ouvriers municipaux.

Ainsi réalisée, l'assimilation du personnel gazier était privilégiée, puisqu'elle permettait le cumul, discutable, car elle attribuait des indemnités qui ne correspondaient pas toujours à un repos effectif, incomplète, parce qu'elle ajournait à 1906 la question des retraites et des journées de maladie, et limitait ses avantages aux emplois d'un traitement inférieur à 3.600 francs. Elle semble même ne pas s'être exactement conformée à la logique des principes admis ; elle négligeait d'allouer les suppléments de salaires pour les jours de repos qui étaient payés au tarif de la Compagnie, alors que les jours de travail bénéficiaient finalement du tarif d'assimilation.

Dans ses limites pourtant, elle provoquait une

dépense évaluée à 3.500.000 francs par an, supérieure aux disponibilités de l'emprunt. Pour la ramener au chiffre de 2.800.000 francs, on fit subir au personnel admis à répartition des réductions variant de 5 à 25 o/o, suivant l'importance des traitements.

La Commission administrative avait établi un projet d'assimilation comportant une dépense de 2.600.000 francs seulement ; et elle affectait près du tiers de cette somme à l'augmentation des retraites. Elle appréciait les situations respectives des ouvriers de la Ville et de la Compagnie, en tenant compte des éléments divers qui modifient le salaire nominal d'une journée de travail. Elle estimait que le paiement des journées de repos et de maladie avait pour résultat d'élever de 16 o/o ($10 + 6$ o/o) le taux du salaire nominal dans les services de la Ville. Elle comparait alors, pour chaque catégorie, le salaire municipal ainsi majoré à la rémunération totale (salaire et gratification) payée par la Compagnie, en diminuant l'un de la retenue pour la retraite (4 o/o) et l'autre du prélèvement pour la caisse de prévoyance (1 o/o). Finalement elle n'accordait d'allocations immédiates qu'aux ouvriers recevant de la Compagnie une somme inférieure.

Avec cette méthode synthétique, le cumul n'était pas admis, l'indemnité des jours de repos n'était plus attribuée par application d'un principe général, et se confondait avec les suppléments de salaires. Mais le

Conseil municipal avait préféré distinguer nettement les deux aspects de l'assimilation, et opérer d'une manière distributive.

L'assimilation anticipée avait uniquement consisté dans la répartition d'un crédit de 2.800.000 francs. La Compagnie concessionnaire restait libre de déterminer à son gré les conditions du travail dans l'exploitation gazière. Les conventions du 12 janvier et du 31 décembre 1906, qui chargèrent la Compagnie de remplir temporairement les fonctions de régisseur intéressé, eurent soin de stipuler que le régime municipal du travail serait appliqué au personnel. Dès lors, celui-ci fut complètement assimilé au personnel municipal, au point de vue des jours de repos et de congé, des indemnités de maladie, des règles concernant la discipline, l'avancement, etc.

Les tableaux d'assimilation annexés aux traités fixaient les traitements et salaires que l'exploitant devrait payer aux employés et ouvriers. Les gratifications (mois double, ou 2 0/0) étaient supprimées : toutefois, elles subsistaient, à titre d'indemnités personnelles, dans la mesure où l'augmentation résultant des nouveaux tarifs leur serait inférieure. Au cours de l'année 1906, les traitements et salaires furent payés provisoirement d'après les usages de la Compagnie, sauf allocation intégrale des suppléments à la fin de l'année (art. 7, conv. du 12 janv.). Mais, dès le mois de janvier 1907, les feuilles de solde

furent établies conformément aux états dressés par la Ville sur les bases des tableaux d'assimilation (art. 4, conv. du 31 déc.).

A partir de la même date, furent effectuées les retenues sur le montant des traitements et salaires, ainsi que les versements complémentaires pour les retraites des ouvriers. Mais, pendant toute la durée de la gestion provisoire, les pensions furent liquidées d'après les règlements de la Compagnie, et calculées sur les anciens traitements.

Les Caisses constituées par la Compagnie assumaient d'ailleurs le service des retraites liquidées avant la fin de la concession. Les retraites accordées par le régisseur intérimaire furent mises à la charge de l'exploitation, qui pourvut à leur paiement immédiat, et dut fournir les sommes nécessaires à la constitution d'une dotation suffisante pour assurer leur service après la fin de la gestion provisoire. (Art. 15, conv. du 12 janv. ; art. 13, conv. du 31 déc.)

Ainsi le régime définitif avait commencé à fonctionner quand, au 1^{er} septembre 1907, la nouvelle Société succéda à la liquidation de la Compagnie. Elle est tenue, par l'article 29 du traité, de reprendre les employés ou ouvriers occupés dans l'exploitation depuis un an au moins, et de leur maintenir les avantages de l'assimilation, au point de vue des traitements, salaires, congés, indemnités de maladie, conditions du travail, etc. En outre elle s'engage à

faire profiter son personnel de toutes les améliorations qui seraient apportées dans l'avenir à la situation du personnel municipal (art. 29 *ter*). C'est là une conséquence logique de l'assimilation.

Afin d'empêcher la Société de se soustraire à l'observation des clauses ouvrières, en faisant exécuter par un tiers des travaux ou opérations de son exploitation, l'article 29 *ter* la rend éventuellement responsable de la violation de ces clauses par les entrepreneurs avec lesquels elle traiterait.

Le régime municipal des retraites est étendu au personnel gazier actuellement en fonction, et sans application de mesures transitoires. Les services à la Compagnie parisienne entrent naturellement en ligne de compte pour la retraite ; aucun reversement n'est exigé pour leur validité. Les agents et employés retraitables au 1^{er} janvier 1907, que le nouveau régisseur maintiendrait en activité, ne subiront pas la retenue ; mais leur retraite sera liquidée immédiatement sur les bases des règlements de la Compagnie, et l'effet en sera suspendu jusqu'à ce qu'ils cessent leurs fonctions (art. 30).

Les Caisses de retraites de la Compagnie et la dotation provenant de la gestion provisoire assureront le service des retraites, et tout d'abord celui des pensions actuellement liquidées. Si les paiements annuels venaient à dépasser le montant de leurs revenus, l'exploitation supporterait la différence ; elle

comblerait aussi l'insuffisance des Caisses et devrait leur verser, jusqu'à l'expiration du traité, les annuités suffisantes pour les mettre en état, à cette date, de faire face aux charges leur incombant. Une convention spéciale entre la Ville et la Société règlera en détail cette dernière question. Les sommes destinées à combler le déficit des Caisses seront placées en rentes françaises, en obligations de la Ville ou de chemins de fer (art. 31).

Le capital des Caisses de retraites s'élève à 20 millions environ ; il ne suffira probablement pas au service des pensions qui exigeait en 1905 près de 900.000 francs. L'exploitation fournira donc les subventions complémentaires, prévues au traité. Le projet Chamon fixait à 25 millions au minimum le montant des fonds de retraites, et affectait 500.000 fr. par an à leur augmentation immédiate.

La Société accordera désormais les pensions dans les conditions fixées par les règlements municipaux du 1^{er} juillet 1897 et du 19 juin 1899. Elle prélèvera 4 o/o des salaires, et versera annuellement 90 francs par ouvrier permanent, pour la constitution des retraites. Elle opérera sur les traitements une retenue de 5 1/2 o/o. Pendant une période plus ou moins longue, les dépenses relatives aux retraites pèseront sur le compte d'exploitation, si elles ne trouvent pas une contre-partie suffisante dans les recettes correspondantes et les ressources disponibles

des Caisses. Sous le régime ancien, l'exploitation supportait d'ailleurs toute la charge des retraites, car la Compagnie n'opérait aucune retenue et prélevait en outre les sommes nécessaires à la constitution des Caisses. L'augmentation de ce dernier prélèvement éleva les dépenses totales de 1.800.000 fr. en 1903 à 2.400.000 francs environ pour chacune des années 1904 et 1905.

Il paraît difficile d'évaluer, pour les retraites, la surcharge imputable à l'assimilation. Pour les traitements et salaires, les jours de congé et de maladie, en tenant compte des gratifications supprimées, la dépense serait de 5 millions, d'après l'administration préfectorale, de 4 millions, d'après les estimations personnelles des rapporteurs au Conseil municipal (1). L'augmentation des traitements et salaires, le remplacement des ouvriers en congé, absorberaient 3 millions et demi environ.

La divergence principale porte sur les journées de maladie du personnel ouvrier, qui seront payées maintenant au tarif plein. L'Administration se référerait aux statistiques concernant le personnel ouvrier de la Ville, et estimait que tous les ouvriers seraient remplacés pendant leur absence ; les rapporteurs invoquaient les chiffres fournis par la Caisse de prévoyance de la Compagnie, et prévoyaient le rempla-

1. MM. Chautard et Lajarrige. Rapport n° 169 de 1906.

cement temporaire de 60 o/o des absents. Ils indiquaient 500.000 francs, et l'Administration 1.400.000. On ne tardera sans doute pas à savoir quelle est la meilleure évaluation.

Pour le personnel fixe, qui obtient une augmentation de traitements d'un million et demi, la dépense provoquée par les congés et maladies n'a pas une importance comparable, car l'excédent de l'effectif ordinaire permet, dans la majorité des cas, de n'effectuer aucun remplacement.

Ainsi l'assimilation aura pour effet de majorer de 4 à 5 millions le budget du personnel, qui approchait en 1905 de 23 millions, y compris les gratifications. Le paiement des journées de repos hebdomadaire entraînerait une dépense supplémentaire d'un million et demi environ ; mais l'on peut remarquer qu'il imposerait une charge supérieure, si le repos hebdomadaire n'était pas déjà partiellement inclus dans l'assimilation elle-même. La loi du 13 juillet 1906 classe les entreprises d'éclairage parmi celles qui sont admises de droit à donner le repos par roulement (art. 3-8°).

Les chiffres donnés n'ont d'ailleurs qu'une valeur approximative. Ils sont susceptibles d'augmenter car le personnel gazier doit profiter des améliorations qui seraient apportées à la situation du personnel municipal. Peut être subiront-ils une certaine diminution ; l'article 29 prévoit que les traitements et

salaires pourront être modifiés de telle sorte que la dépense d'assimilation n'excède pas 4 millions. La révision serait faite par une Commission mixte, composée de représentants de la Ville, nommés par le Conseil municipal, de délégués de la Société, et des mandataires élus par les employés et ouvriers. Chaque partie représentée aurait droit à une voix délibérative. Il paraît difficile de ramener à 4 millions la dépense qu'entraîne l'assimilation « avec toutes ses conséquences », comme le porte expressément le texte du traité. Le remaniement des tableaux d'assimilation aurait surtout pour but d'assurer à toutes les catégories du personnel un relèvement équitable des salaires, en réduisant l'augmentation exagérée dont profitent certaines catégories, pour reporter sur d'autres, beaucoup moins favorisées, le montant des sommes devenues disponibles. La Commission mixte redresserait donc les inégalités reconnues, chercherait à répartir avec plus de justice le bénéfice de l'assimilation, opérerait en somme un travail de péréquation, méritoire et très délicat.

Les mises à la retraite contribueront peut-être aussi à diminuer les dépenses actuelles. La Société reprend en effet, outre le personnel de Paris, celui que la nouvelle Compagnie de la banlieue n'aurait pas continué à employer ; et il est possible que, de ce chef, l'effectif atteigne aujourd'hui son maximum, et ne soit pas renouvelé fréquemment dans l'avenir.

En prévision, néanmoins, des emplois à pourvoir, l'article 29 *bis* réserve un vingtième des vacances aux anciens militaires remplissant les conditions prévues par la loi de recrutement du 21 mars 1905 (art. 69). C'est une clause obligatoire dans les traités de concession.

D'autre part, l'article 31 *bis* contient une disposition applicable aux nouveaux titulaires d'emplois, que la convention, préoccupée surtout du personnel actuel, paraît négliger jusque-là, au moins dans son texte. Le régisseur est tenu de délivrer « à tout agent ayant un an de services » une commission « reproduisant les conditions du travail et toutes les clauses ouvrières du traité, et portant sa signature ». Cette disposition donne un effet général à l'assimilation du personnel, qui sera constatée par une série de contrats écrits et individuels.

En outre la Société est obligée de reconnaître les syndicats et de délivrer à chacun d'eux un extrait de la convention contenant les clauses ouvrières. Elle entrera en relations, écrites ou verbales, avec eux, toutes les fois qu'on lui en fera la demande (art. 31 *bis*). Par là est facilitée l'intervention des syndicats pour la défense des intérêts professionnels. La jurisprudence admet l'action syndicale en justice, si elle s'exerce pour la sauvegarde des intérêts collectifs ; tant que le droit personnel et individuel d'un syndiqué est seulement en cause, le syndicat

n'est recevable dans son action que s'il justifie d'un mandat spécial et exprès de la partie, selon les règles ordinaires de la procédure. (C. Et. 28 décembre 1906.) (1).

Deux clauses, votées par le Conseil municipal, ont été distraites de la convention, parce qu'elles ne sont pas conformes à la législation actuelle, et n'auraient pu être approuvées par le décret d'autorisation. L'une obligeait le régisseur à consentir au personnel un contrat collectif de travail, stipulant les conditions fixées par le traité. L'autre instituait un Conseil du travail composé de six représentants de la Société, de six délégués du personnel élus pour deux ans au suffrage universel, de trois conseillers municipaux et de trois membres nommés par le Préfet. Ses attributions étaient plus étendues que celles d'un conseil de discipline ; il formait un véritable comité d'arbitrage, chargé de contrôler l'application des clauses ouvrières, d'élaborer les règlements du travail, et de *statuer* sur « tous les différends d'ordre collectif ou individuel survenus à l'occasion du travail ».

Tant qu'une loi nouvelle n'aura pas élargi les règles ordinaires du Code civil, applicables au contrat de travail, et celles du Code de procédure sur le compromis, les clauses précédentes resteront

1. Conclusions de M. Romieu. D. 1907. 3. 13.

dépourvues d'effet légal. Elles constituent d'ailleurs une exception notable au droit commun de l'assimilation.

CONCLUSION

Le nouveau régime du gaz dégrève le consommateur et améliore la situation du personnel. Il aménage un amortissement immédiat ou continu des frais de premier établissement, et supporte le poids des réformes anticipées.

Il assure définitivement à la masse des consommateurs parisiens une diminution de dépense d'au moins 30 millions, et augmente de 5 millions la rémunération du personnel. Il pourvoit au remboursement de l'emprunt de 100 millions et du prix d'acquisition de l'actif (1) ; il organise enfin sur les produits de l'exploitation un prélèvement de 4 millions qui sera consacré aux frais annuels d'établissement et permettra de réduire à 40 millions, selon toutes prévisions, le montant global des futurs emprunts. Les charges financières qui lui incombent, à ces divers titres, s'élèvent à 15 millions environ.

Ainsi les consommateurs, le personnel, et le ser-

1. Voir page 109.

vice public lui-même, profitent actuellement de l'abandon ou de l'affectation d'une somme totale de 50 millions. C'est à peu près le chiffre qu'atteignaient ensemble, dans les dernières années, et pour une part presque égale, la rémunération de la Compagnie et le service d'intérêt et d'amortissement de ses obligations. Le régime nouveau opérerait donc une véritable répartition de la disponibilité ouverte par l'échéance de l'ancien traité. Du moins, ce rapprochement comparatif peut donner une impression assez exacte de la portée financière des réformes réalisées.

Sur le montant des bénéfices nets, voisin de 23 millions (1), la Ville attribue au régisseur une indemnité de gestion d'un million et demi, qui se complètera d'une série d'allocations déterminées, au fur et à mesure que l'augmentation des bénéfices permettra de diminuer le prix du gaz. Comme elle recueille, sous réserve de la rétribution dévolue à la Société, toutes les plus-values produites par le développement de la consommation, elle est libre d'abaisser graduellement le tarif de vente, et de ramener sans cesse vers leur chiffre actuel les recettes budgétaires que lui procure l'exploitation d'un service public, en accordant aux consommateurs des dégrèvements successifs.

1. Chiffre tout provisoire.

Les rémunérations supplémentaires, malgré leur importance modérée, paraissent encore susceptibles d'intéresser la Société gérante aux progrès de l'entreprise. Toutefois, si des circonstances défavorables venaient à peser sur l'industrie gazière, ou particulièrement sur l'exploitation parisienne, le régisseur serait trop garanti contre les aléas pour apporter une énergie suffisante à réagir. Les primes octroyées lui demeurent en effet acquises, tant que les bénéfices restent supérieurs à 16 millions ; et l'intérêt du capital ne s'abaisse à 4 o/o que s'ils tombent au-dessous de 14 millions.

Le régisseur sera-t-il, dans ces conditions, un régisseur désintéressé, comme le Conseil d'Etat en a exprimé la crainte ? Ses efforts tendront-ils uniquement à maintenir la rémunération fixe au taux de 5 o/o, en décevant les espérances des consommateurs ? Il semble malaisé de l'affirmer, car la Société participe aux bénéfices dans une certaine mesure ; mais il est évident que les pertes éventuelles la laisseront plutôt indifférente.

C'est là sans doute la contre-partie inévitable des avantages que comporte le système inauguré, et probablement la conséquence de la liberté que s'est réservée la Ville pour la fixation des droits du personnel. Le Conseil d'Etat a pris soin d'observer que la perspective d'une assimilation continue dans l'avenir donnait aux dépenses de l'exploitation un carac-

tère vague et imprécis. Tout au moins l'insertion de l'article 29 *ter* a-t-elle nécessairement conduit à reculer la limite à partir de laquelle la Société gérante reçoit un intérêt moindre. Et il existerait, *a priori*, une connexion entre les deux imperfections relevées par le Conseil d'Etat : assurance du régisseur contre les risques de baisse, assimilation constante du personnel.

Par elles, d'ailleurs, la régie intéressée se rapproche de la régie directe ; et son utilité propre s'en trouve atténuée. La répercussion prolongée des inconvénients qu'elle implique ne viendra-t-elle pas annihiler les qualités spéciales qui constituent sa raison d'être ? Sera-t-elle toujours en état d'assurer le bon fonctionnement du service et la discipline du personnel ? Questions qui procèdent d'un pessimisme excessif, mais rationnel. Elles permettent d'entrevoir qu'à l'occasion la régie d'aujourd'hui aboutirait à la régie directe, si ses avantages n'arrivaient plus à compenser la rémunération prélevée sur les bénéfices.

On peut croire cependant que la régie intéressée donnera des résultats satisfaisants. L'industrie gazière est encore dans une période de prospérité, et la diminution du prix de vente favorise l'extension de la consommation. Le Conseil municipal accordera moins volontiers des avantages nouveaux au personnel de la Ville, lorsque le jeu de l'assimi-

lation aura accru son effectif ; outre le personnel gazier, il comprendra celui des secteurs électriques, peut-être celui des eaux, des omnibus et tramways, etc. Enfin la Ville de Paris possède déjà une régie intéressée des eaux, et elle a affermé l'exploitation du Métropolitain. L'expérience a démontré la valeur pratique générale du système que l'on applique au service du gaz.

Il eût certes mieux valu que le régime nouveau fût organisé à temps, et sur des bases un peu plus larges. Mais les circonstances y ont fait obstacle. L'abaissement anticipé du prix du gaz a, pour sa part, contribué à retarder la solution ; s'il entraîne une surtaxe légère pour les consommateurs, il grève pourtant l'exploitation d'une charge financière assez lourde, qui a pesé sur l'établissement de tous les projets. Il a provoqué fatalement l'assimilation du personnel, opération délicate et complexe qui fut décidée trop vite, alors qu'on n'en soupçonnait ni les difficultés ni les dangers. Et, par un singulier paradoxe, la Compagnie concessionnaire, tant de fois honnie, a bénéficié, vers la fin de sa longue carrière, d'une belle majoration de dividende, grâce aux subventions obtenues par sa clientèle, tandis que son personnel jouissait d'un traitement de faveur.

A suivre, dans ses phases et ses péripéties, l'étude de cette question particulière, on parvien-

drait peut-être à reconnaître et saisir, sous la variété de ses manifestations, l'état d'esprit d'une époque légitimement soucieuse de justice distributive, sans avoir perdu le goût du privilège, gardant le culte de l'intérêt général, sauf à exalter les intérêts privés « du jour », préoccupée des faits et des résultats positifs, mais encore éprise des formules trop simples, tour à tour sensible à des influences contraires, d'où finalement se dégage une tendance réelle au progrès.

Vu : le président de la thèse :

MARC SAUZET

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I. — CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Projet de résolution de M. Ch. Vaudet relatif à l'abaissement immédiat du prix du gaz (n^{os} 12 et 29 de 1900).

Notes de M. Sauton sur la question du gaz (n^{os} 8, 9, 19 de 1901).

Rapport de M. Alpy sur l'abaissement du prix du gaz et l'organisation du régime futur (n^o 35 de 1901).

Notes à l'appui de l'organisation du service du gaz en régie directe, présentées par M. Ad. Veber (n^o 111 de 1901).

Rapport de M. Spronck sur le projet Chamon (n^o 152 de 1901).

Rapport de M. E. Caron (n^o 14 de 1903).

Rapport de MM. Chassaigne-Goyon et Chautard sur l'organisation du service du gaz (en annexe, figure une bibliographie de la question du gaz, depuis 1880) (n^o 32 de 1903).

Rapport de M. Chautard sur le projet d'emprunt de cent millions (n^o 66 de 1903).

Rapport de M. Navarre sur le projet d'organisation de la régie directe du gaz (n° 71 de 1903).

Rapport de M. Chautard, au nom de la Commission de la régie du gaz, sur un projet d'emprunt de cent quinze millions (n° 1 de 1904).

Rapport de M. Chautard sur la gestion provisoire pendant l'année 1906 (n° 146 de 1905).

Rapports de M. Desplas sur le régime futur du gaz (nos 90 et 179 de 1906).

Annexe au rapport n° 179 (n° 179 bis de 1906).

Modifications au même rapport (n° 6 de 1907).

Séances du Conseil municipal (*Bulletin Municipal Officiel*,
Années 1901 à 1907).

Sur l'assimilation du personnel :

Rapport de M. Lajarrige, sur les revendications du personnel gazier (n° 20 de 1903).

Rapports des membres de la sous-commission du personnel, sur l'exécution de la loi du 10 avril 1904 (nos 58 et 149 de 1904).

Rapport de MM. Chautard et Lajarrige (n° 169 de 1906).

Annexe au rapport n° 169 (n° 5 de 1907).

Séances du Conseil municipal, au *Bulletin Municipal Officiel* :

7 mars 1904, discours du Préfet et de M. Navarre.

16 juillet 1904, discours du Préfet et de M. Chautard.

23 nov. 1906, discours de M. Sauton.

23 et 26 nov. 1906, réponse de M. Lajarrige.

6 février 1907, discours de M. Lajarrige.

8 février 1907, discours de M. Sauton et du Préfet.

II. — PARLEMENT

Chambre des Députés

Rapport de M. Ad. Veber, sur l'organisation du régime du gaz à Paris ; annexe au procès-verbal de la séance du 24 nov. 1902 (Session extraordinaire de 1902, n° 483),

Projet de loi tendant à autoriser la Ville de Paris à emprunter 120 millions et organiser la régie directe du gaz ; annexe au procès-verbal de la séance du 7 mars 1904 (Session de 1904, n° 1565).

Rapports de M. Morlot ; annexe au procès-verbal de la séance du 31 mars 1904 (Sess. de 1904, n° 1673). — Ann. au procès-verbal de la séance du 19 avril 1905 (Sess. de 1905, n° 2422).

Rapport de M. Morlot sur le régime transitoire du gaz et l'emprunt de 105 millions ; annexe au procès-verbal de la séance du 3 avril 1906 (Sess. de 1906, n° 3153).

Débats, au *Journal Officiel*. Séances des 2 et 3 décembre 1902 ; des 20, 24, 25 oct. 1904 ; des 31 oct., 6, 8 et 13 nov. 1905.

Sénat

Rapport de M. Prevet sur le projet de loi, adopté par la

Chambre des députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à emprunter cent vingt millions et organiser la régie directe du gaz ; annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1904. (Sess. extraord. de 1904, n° 339.)

Rapport de M. Prevet, sur le même projet de loi, adopté par la Chambre des députés ; adopté avec modifications par le Sénat ; adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des députés ; annexe au procès-verbal de la séance du 6 décembre 1905. (Sess. extraord. de 1905, n° 315).

Rapport d'intérêt local sur l'emprunt de cent millions de la Ville de Paris ; 22 mars 1904. (n° 66, fasc. 29, de 1904.)

Débats, au *Journal officiel* : séances des 21 et 23 février 1905 ; séance du 14 décembre 1905.

III. — THÈSES

Léon (P.). — Le monopole de l'éclairage et du chauffage par le gaz à Paris. Paris, 1901.

Révérard. — Le Métropolitain. Paris, 1904.

Mercier. — Les exploitations municipales, commerciales et industrielles, en France. Paris, 1905.

Tallibart. — Un cas d'application des syndicats de communes. Paris, 1907.

Mossé. — Les transports en commun à Paris. Paris, 1907.

Boverat. — Le socialisme municipal en Angleterre. Paris, 1907.

IV. — PÉRIODIQUES

Revue Socialiste. Le gaz à Paris, par M. Charnay, octobre 1902.

Journal des Economistes. La question du gaz à Paris, novembre 1904.

Revue de Science et de Législation financières. Le projet d'exploitation du gaz en régie directe, par M. G. Cadoux, mars 1904.

- La municipalisation du service de l'éclairage à Paris : article de M. Nézard (avril-mai-juin 1905), article de M. Jèze (janvier-février-mars 1906).

Revue Economique Internationale. Les régies communales ; la régie intéressée du gaz à Paris, par M. Brees (15-20 mars 1907).

Economiste français, 1904, t. I, pp. 381, 925.

- 1905, t. I, pp. 286, 753, etc.
- 26 janvier 1907. Une critique britannique de l'étatisme municipal, par M. E. Levasseur.

Revue politique et parlementaire. L'extension du domaine industriel des communes (déc. 1905, janv. 1906).

Revue Municipale. — Le gaz à Grenoble, par M. Capitant, sept. 1904.

- Prix nouveaux du gaz dans 44 villes, oct. 1906.

Economiste Européen, etc.

V. — DIVERS

Rapports annuels de la Compagnie du gaz.

Rapport de l'ingénieur en chef du service de l'éclairage
(4 nov. 1901).

Documents pour suivre la discussion du gaz (19 mai 1903), etc.

Le gaz à Paris, par A. Créhange. Bibliothèque socialiste,
1903.

L'éclairage à Paris, par Ad. Veber. Dunod, 1906.

Convention pour l'exploitation en régie intéressée du service du gaz. Préfecture de la Seine, 1907 (Imprimerie Chaix).

Recueil des arrêts du Conseil d'Etat (recueil Lebon).

Annuaire des valeurs admises à la cote officielle, publié par
la Chambre syndicale des agents de change.

Annuaire des syndicats professionnels. Ministère du Commerce.

Situation financière des communes. Ministère de l'Intérieur.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION. — Les éléments de la question du gaz.	5
---	---

La préparation du nouveau régime

CHAPITRE I. — Les projets de la Compagnie du gaz et le projet Chamon.....	17
CHAPITRE II. — L'abaissement anticipé du prix du gaz.	33
CHAPITRE III. — Le régime futur : le projet dit améri- cain et le projet de régie directe.....	45
CHAPITRE IV. — L'acquisition de l'actif de la Compagnie et l'exploitation provisoire.....	71

Le nouveau régime du gaz

CHAPITRE I. — La régie intéressée.....	79
Définition ; constitution ; gestion et contrôle ; durée.	79
CHAPITRE II. — L'exploitation du monopole.....	93
Définition du monopole.....	93
Rapports avec les consommateurs. Prix du gaz...	98
Sanctions des obligations de la Société.....	104

CHAPITRE III. — Les rapports financiers de la Ville et de la Société.....	110
CHAPITRE IV. — Le personnel.....	121
L'assimilation anticipée. L'assimilation.....	125
CONCLUSION.....	148
BIBLIOGRAPHIE.....	154

